



MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE,
ET DE LA PÊCHE

| | | |
|--|---|---|
| <p>Direction Générale de l'Alimentation Service de la prévention des risques sanitaires de la production primaire</p> <p>Sous-direction de la Santé et de la Protection Animale <i>Bureau de l'identification et du contrôle des</i> <i>mouvements des animaux</i> Suivi par : Davy LIGER Tél : 01 49 55 58 07 e-mail : davy.liger@agriculture.gouv.fr</p> <p>Sous-direction de la réglementation, de la recherche et de la coordination des contrôles <i>Bureau de la qualité et de la coordination</i> <i>des contrôles</i> Suivi par : Eric Mourey / Laurent Bazin Tél : 01 49 55 81 49 / 44 38 e-mail : eric.mourey@agriculture.gouv.fr & laurent.bazin@agriculture.gouv.fr</p> | <p>Direction Générale des Politiques Agricole, Agroalimentaire et des territoires</p> <p>Service de la Production et des Marchés <i>Bureau des Soutiens Directs</i> Conditionnalité : Suivi par : Sylvie Ribault Tél : 01 49 55 80 77 e-mail : sylvie.ribault@agriculture.gouv.fr</p> <p>Eligibilité des aides bovines et ovines : Suivi par Colette BOURJOUX Tél : 01 49 55 47 44 / 01 49 55 59 37 e-mail : colette.bourjoux@agriculture.gouv.fr</p> <p>Sous-direction de la Gouvernance <i>Bureau des contrôles</i> Suivi par : Nicolas CORDIER Tél. : 01 49 55 44 12 e-mail : nicolas.cordier@agriculture.gouv.fr</p> | <p>Agence Unique de Paielement</p> <p>Service des aides directes</p> <p><i>Département des aides</i> <i>animales</i></p> <p>Suivi par Vanessa FOURATIER Tél. : 01 73 30 20 53 e-mail : vanessa.fouratier@aup-agri.fr</p> |
| <p>CIRCULAIRE DGAL/SDSPA/SDRRCC/C2009-8002 DGPAAT/SDG/C2009-3008 Date: 11 février 2009</p> | | |

Date de mise en application : immédiate

Abroge et remplace : CIRCULAIRE DGAL/SDSPA/SDRRCC/C2008-8002 / DGPEI/SPM/C2008-4012

Nombre d'annexes : 5

Degré de confidentialité : Usage interne

Objet : Modalités de sélection des exploitations pour les contrôles réalisés au titre de la « santé – productions animales » et de la « protection animale » dans le cadre de la mise en œuvre de la conditionnalité des aides. Articulation des contrôles conditionnalité au titre de la « santé-productions animales » avec les contrôles relatifs à l'identification et à l'éligibilité aux primes animales

Mots-clefs : IDENTIFICATION, PAQUET HYGIENE, CONDITIONNALITE, AIDES ANIMALES, CONTROLE

Références réglementaires:

1. Pour les aides animales et la conditionnalité

- Règlement (CE) n 1782/2003 du Conseil du 29 septembre 2003 modifié établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs
- Règlement (CE) n 796/2004 de la Commission du 21 avril 2004 modifié portant modalités d'application de la conditionnalité, de la modulation et du système intégré de gestion et de contrôle prévu par le règlement (CE) n 1782/2003 du Conseil du 29 septembre 2003 modifié.
- Code rural, section 4 et 5 du chapitre 1^{er} du titre IV du livre III, section 4 du chapitre V du titre 1^{er} du livre VI, section 2 du chapitre 1^{er} du titre VIII du livre VI (partie réglementaire)

2. Pour l'identification

- Règlement (CE) n1505/2006 du 11 octobre 2006 fixant les modalités d'application du règlement (CE) n21/2004 en ce qui concerne les contrôles minimum à effectuer en rapport avec l'identification et l'enregistrement des espèces ovine et caprine.
- Règlement (CE) n 911/2004 du 29 avril 2004 portant dispositions d'exécution du règlement (CE) 1760/2000 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les marques auriculaires, les passeports et les registres d'exploitation, dans le cadre du système d'identification et d'enregistrement des bovins, les contrôles minimaux à effectuer.
- Règlement (CE) n 499/2004 de la Commission du 17 mars 2004 modifiant le règlement (CE) n1082/2003 en ce qui concerne le délai et le modèle applicable pour la transmission des informations dans le secteur de la viande bovine.
- Règlement (CE) n21/2004 du 17 décembre 2003 établissant un système d'enregistrement et d'identification des animaux des espèces ovine et caprine ;
- Règlement (CE) n 1082/2003 de la Commission du 23 juin 2003 fixant les modalités d'application du règlement (CE) n1760/2000 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les contrôles minimum à effectuer dans le cadre du système d'identification et d'enregistrement des bovins.
- Règlement (CE) n 1760/2000 du Conseil et du Parlement Européen du 17 juillet 2000 établissant un système d'identification et d'enregistrement des bovins et relatif à l'étiquetage de la viande bovine et des produits à base de viande bovine et abrogeant le règlement (CE) n 820/97 du Conseil du 21 avril 1997.
- Règlement (CE) n 494/98 de la Commission du 27 février 1998 arrêtant certaines modalités d'application du règlement (CE) n 820/97 du Conseil concernant l'application de sanctions administratives minimales dans le cadre du système d'identification et d'enregistrement des bovins.
- Directive 92/102/CE du 27 novembre 1992 relative à l'identification et l'enregistrement des animaux.
- Code rural, notamment le Livre II, Titre I, Chapitre II ;
- Arrêté du 09 mai 2006 abrogeant l'arrêté du 03 septembre 1998 modifié relatif aux modalités de réalisation de l'identification du cheptel bovin.
- Arrêté du 19 décembre 2005 relatif à l'identification des animaux des espèces ovine et caprine

- Arrêté du 24 novembre 2005 relatif à l'identification du cheptel porcin ;

3. Pour la santé publique et la sécurité sanitaire des aliments:

- Règlement (CE) n 178/2002 du Parlement européen et du Conseil du 28 janvier 2002 établissant les principes généraux et les prescriptions générales de la législation alimentaire, instituant l'Autorité européenne de sécurité des aliments et fixant des procédures relatives à la sécurité des denrées alimentaires ;
- Règlement (CE) n 999/2001 du Parlement européen et du Conseil du 22 mai 2001 fixant les règles pour la prévention, le contrôle et l'éradication de certaines encéphalopathies spongiformes transmissibles
- Directive 96/22/CE du Conseil du 29 avril 1996 concernant l'interdiction d'utilisation de certaines substances à effet hormonal ou thyrostatique et des substances bêta-agonistes dans les spéculations animales et abrogeant les directives 81/602/CEE, 88/146/CEE et 88/299/CEE ;
- *Code rural*

4. Pour la santé animale :

- Directive 2000/75/CE du Conseil du 20 novembre 2000 arrêtant des dispositions spécifiques relatives aux mesures de lutte et d'éradication de la fièvre catarrhale du mouton ou blue tongue ;
- Directive 92/119/CEE du Conseil du 17 décembre 1992 établissant des mesures communautaires générales de lutte contre certaines maladies animales ainsi que des mesures spécifiques à l'égard de la maladie vésiculeuse du porc ;
- Directive 85/511/CCE du Conseil du 18 novembre 1985 établissant des mesures communautaires de lutte contre la fièvre aphteuse
- *Code rural*

5. Pour la protection animale

- Directive 98/58/CE du Conseil du 20 juillet 1998 concernant la protection des animaux dans les élevages ;
- Directive 91/629/CEE du Conseil du 19 novembre 1991 établissant les normes minimales relatives à la protection des veaux ;
- Directive 91/630/CEE du Conseil du 19 novembre 1991 établissant les normes minimales relatives à la protection des porcs.

| DESTINATAIRES | |
|--|--|
| Pour exécution : | Pour information : |
| <ul style="list-style-type: none"> - Monsieur le Directeur Général de l'Agence unique de paiement (AUP) - Mesdames et Messieurs les Préfets - Mesdames et Messieurs les Directeurs Départementaux de l'Agriculture et de la Forêt - Mesdames et Messieurs les Directeurs Départementaux de l'Equipement et de l'Agriculture - Mesdames et Messieurs les Directeurs Départementaux des Services vétérinaires - Messieurs les Directeurs de l'Agriculture et de la Forêt Mesdames et Messieurs les Directeurs des Services vétérinaires | <ul style="list-style-type: none"> - CGAAER - IGIR - IG VIR - Messieurs les Directeurs Régionaux de l'Agriculture et de la Forêt - Brigade Nationale d'Enquêtes Vétérinaires et Phytosanitaires - CERIT (Toulouse) - AFSSA - Ecole Nationale des Services Vétérinaires - Ecoles Nationales Vétérinaires - INFOMA - ODEADOM |

NOTA :

Pour les Départements d'Outre-Mer, à la lecture de la présente note, il devra être substitué à « DDAF/DDEA » et « DDSV », respectivement, « DAF » (*Direction de l'Agriculture et de la forêt*) et « DSV » (*Direction des services vétérinaires*).

De même, lorsqu'il est fait référence à la dénomination des primes animales, il faut lire « ADMCA » (*Aide au développement et au maintien du cheptel allaitant*) en lieu et place de « PMTVA » et « PPR » (*Prime aux petits ruminants*) en lieu et place de « PB ».

INTRODUCTION :

Cette note a pour objet de préciser :

- les modalités de sélection des exploitations à contrôler au titre de la **conditionnalité** pour les domaines de contrôle « Santé-productions animales »¹ et « Protection animale » ;
- les modalités de sélection des exploitations à contrôler au titre de **l'éligibilité** aux primes ovines et bovines.

Les nouveautés apparaissent en grisé.

NB :

Une exploitation sélectionnée par la DDSV sera contrôlée :

- soit au titre des textes relatifs au domaine de contrôle « santé - productions animales » concernant les 7 sous-domaines suivants : identification des bovins, identification des ovins et caprins, identification des porcins, notification des maladies, utilisation de substances interdites, lutte contre les EST, paquet hygiène relatif aux productions primaires animales ;
- soit au titre des textes relatifs au domaine « protection animale » concernant les 3 sous-domaines suivants : protection des animaux dans les élevages (tous élevages sauf veaux et porcs), normes minimales relatives à la protection des veaux, normes minimales relatives à la protection des porcs.

La présente note qui rappelle les grands principes de sélection des exploitations, se divise en deux parties :

1. la première relative au domaine « santé – productions animales » qui précise les modalités de sélection des exploitations au titre de ce domaine de contrôle ainsi que l'articulation des contrôles conditionnalité avec les contrôles au titre des règlements spécifiques « Identification » pour les bovins et ovins-caprins d'une part, au titre de l'éligibilité aux primes animales d'autre part ;
2. la seconde relative au domaine « protection animale » qui précise les modalités de sélection des exploitations au titre de ce domaine.

¹ Le domaine réglementaire « Santé publique, santé des animaux et des végétaux » qui dépend de deux corps de contrôle spécifiques (DRAF-SRPV et DDSV) est divisé en deux domaines de contrôle distincts « santé – productions végétales » et « santé – productions animales »)

Son annexe 1 rappelle les corps de contrôle compétents pour le domaine « santé publique, santé des animaux et des végétaux ».

Son annexe 2 concerne les DDSV et présente la méthode de sélection étape par étape des exploitations à contrôler au titre du sous-domaine « santé – productions animales », étayée par des exemples chiffrés.

Son annexe 3 présente une synthèse des étapes conduisant à la sélection des exploitations dans le cadre de la mise en œuvre de la conditionnalité des aides / de l'identification et de l'éligibilité aux primes animales.

Son annexe 4 traite des facteurs de risques devant être utilisés pour l'analyse de risques DDSV, dans le cadre de la conditionnalité, domaine « santé – productions animales ».

Son annexe 5 présente la méthode de sélection par les DDSV des exploitations à contrôler dans le cadre de la conditionnalité, domaine « protection animale » ; et des facteurs de risques devant être utilisés pour l'analyse de risques.

Son annexe 6 traite de la sélection des exploitations à contrôler au titre de l'éligibilité aux primes bovines et ovines par la DDAF/DDEA.

SOMMAIRE

PARTIE I : MODALITES DE SELECTION DES EXPLOITATIONS POUR LES CONTROLES REALISES AU TITRE DU DOMAINE DE CONTROLE « SANTE – PRODUCTIONS ANIMALES » ET DE L'ELIGIBILITE AUX PRIMES ANIMALES..... 8

| | | |
|--------------|---|----|
| 1 | ARTICULATION DES CONTROLES « SANTE – PRODUCTIONS ANIMALES » AVEC LES CONTROLES AU TITRE DE L'ELIGIBILITE : | 8 |
| 2 | LES DIFFERENTS ECHANTILLONS (ASSIETTE ET TAUX DE CONTROLE) POUR LE DOMAINE « SANTE – PRODUCTIONS ANIMALES » ET L'« ELIGIBILITE AUX PRIMES ANIMALES » | 9 |
|2.1 | <i>L'assiette</i> | 9 |
|2.2 | <i>Les différents échantillons et les taux de contrôle</i> | 10 |
|2.2.1 | Les trois échantillons du domaine « santé – productions animales » : | 10 |
|2.2.2 | Échantillons à sélectionner au titre de l'éligibilité aux primes animales et taux de contrôle | 11 |
|2.2.3 | Augmentation des taux de contrôle | 13 |
|2.2.3.a | Au titre de la conditionnalité | 13 |
|2.2.3.b | Au titre de l'éligibilité | 14 |
| 3 | BASE DE SELECTION DES EXPLOITATIONS | 15 |
|3.1 | <i>Contrôles « conditionnalité » du domaine «santé – productions animales » : Identification des porcins, bovins, ovins et caprins, paquet hygiène, notification des maladies, EST, substances interdites</i> | 16 |
|3.1.1 | Sous-échantillon « Substances interdites » :..... | 16 |
|3.1.2 | Base de sélection pour l'échantillon « autres mesures santé » :..... | 16 |
|3.2 | <i>Base de sélection pour l'échantillon « Identification des ovins et caprins » et éligibilité à la prime à la brebis</i> | 16 |
|3.3 | <i>Base de sélection pour l'échantillon « Identification bovine » éligibilité aux primes bovines.</i> | 17 |
| 4 | ORDRE DE SELECTION DES ECHANTILLONS | 18 |
|4.1 | <i>Contrôles « autres mesures santé »</i> | 19 |
|4.2 | <i>Contrôles Conditionnalité et identification des bovins et des ovins/caprins</i> | 19 |
|4.3 | <i>Sélection des exploitations au titre de l'éligibilité</i> | 19 |

PARTIE II : MODALITES DE SELECTION DES EXPLOITATIONS POUR LES CONTROLES REALISES AU TITRE DU DOMAINE « PROTECTION ANIMALE »..... 20




| | | |
|----------|---|----|
| 1 | L'ASSIETTE ET LE TAUX DE CONTROLE DU DOMAINE « PROTECTION ANIMALE » | 20 |
|1.1 | <i>L'assiette et taux de contrôle</i> | 20 |
|1.2 | <i>La notification de l'augmentation du taux de contrôle</i> | 21 |
| 2 | LA SELECTION DE L'ECHANTILLON DU DOMAINE « PROTECTION ANIMALE » | 21 |

ANNEXE 1 – LES CORPS DE CONTROLE COMPETENTS POUR LE DOMAINE « SANTE PUBLIQUE, SANTE DES ANIMAUX ET DES VEGETAUX » ET LE DOMAINE « PROTECTION ANIMALE » 24

EXPLOITATIONS SELECTIONNEES PAR LA DDSV 24

EXPLOITATIONS SELECTIONNEES PAR LA DRAF/SRPV..... 24

ANNEXE 2. METHODE DE SELECTION PAR LES DDSV DES EXPLOITATIONS A CONTROLER AU TITRE DU SOUS DOMAINE « SANTE - PRODUCTIONS ANIMALES » 25

| | | |
|---|--|----|
|  | SELECTION DES EXPLOITATIONS A CONTROLER AU TITRE DE L'UTILISATION DE «SUBSTANCES INTERDITES» | 26 |
|  | SELECTION DES EXPLOITATIONS A CONTROLER AU TITRE DES « AUTRES MESURES SANTE » (HORS SUBSTANCES INTERDITES)..... | 27 |
|  | SELECTION DES EXPLOITATIONS A CONTROLER AU TITRE DE L'IDENTIFICATION OVINE ET CAPRINE. ARTICULATION AVEC L'ELIGIBILITE AUX PRIMES ANIMALES | 30 |



| | |
|--|----|
| SELECTION DE L'ECHANTILLON « IDENTIFICATION DES BOVINS ». ARTICULATION AVEC L'ELIGIBILITE AUX PRIMES ANIMALES..... | 33 |
|--|----|

| | |
|---|-----------|
| ANNEXE 3. RECAPITULATIF DES MODALITES DE SELECTION DANS LE CADRE DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA CONDITIONNALITE DES AIDES / DE L'IDENTIFICATION ET DE L'ELIGIBILITE AUX PRIMES ANIMALES | 35 |
|---|-----------|

| | |
|---|-----------|
| ANNEXE 4. FACTEURS DE RISQUES DEVANT ETRE UTILISES PAR LA DDSV POUR L'ANALYSE DE RISQUES POUR LE CHAMP « SANTE – PRODUCTIONS ANIMALES »..... | 36 |
|---|-----------|

| | |
|---|----|
| .A FACTEURS DE RISQUES GENERAUX..... | 36 |
| .B FACTEURS DE RISQUES SPECIFIQUES AUX BOVINS | 37 |
| .C FACTEURS DE RISQUES SPECIFIQUES AUX OVINS | 37 |

| | |
|--|-----------|
| ANNEXE 5. METHODE DE SELECTION PAR LES DDSV DES EXPLOITATIONS A CONTROLER AU TITRE DU DOMAINE « PROTECTION ANIMALE » ET FACTEURS DE RISQUE DEVANT ETRE UTILISES POUR L'ANALYSE DE RISQUES | 38 |
|--|-----------|

| | |
|---|-----------|
| ANNEXE 6 : SELECTION DES EXPLOITATIONS PAR LA DDAF/DDEA AU TITRE DE L'ELIGIBILITE AUX PRIMES OVINES ET BOVINES | 39 |
|---|-----------|



| | |
|---|----|
| SELECTION PAR LA DDAF/DDEA DES EXPLOITATIONS DETENTEURS D'OVINS CONTROLEES UNIQUEMENT AU TITRE DE L'ELIGIBILITE POUR LA PRIME A LA BREBIS | 39 |
|---|----|



| | |
|---|----|
| SELECTION PAR LA DDAF/DDEA DE 50 % DES EXPLOITATIONS A CONTROLER AU TITRE DE L'ELIGIBILITE AUX PRIMES BOVINES/IDENTIFICATION BOVINE | 41 |
|---|----|

PARTIE I : MODALITES DE SELECTION DES EXPLOITATIONS POUR LES CONTROLES REALISES AU TITRE DU DOMAINE DE CONTROLE « SANTE – PRODUCTIONS ANIMALES » ET DE L'ELIGIBILITE AUX PRIMES ANIMALES

1 ARTICULATION DES CONTROLES « SANTE – PRODUCTIONS ANIMALES » AVEC LES CONTROLES AU TITRE DE L'ELIGIBILITE :

La réglementation communautaire prévoit la réalisation de contrôles dans les exploitations bovine et ovine qui demandent des aides animales. Ces contrôles sont ainsi effectués au titre de l'éligibilité aux primes animales (PMTVA + PAB + PB).

Une exploitation détentrice d'animaux peut donc être contrôlée au titre :

- de la conditionnalité des aides (domaine de contrôle « santé – productions animales »),
- de l'éligibilité aux primes qu'elle demande,
- de la réglementation sanitaire en général (identification du cheptel, paquet hygiène...).

Un même contrôle peut permettre de vérifier le respect de ces trois niveaux d'exigences, dont les points à contrôler se recoupent pour partie.

Afin d'optimiser les contrôles (qui ont plusieurs objectifs lorsqu'ils sont à triple fin) et respecter les différents taux de contrôle imposés par la réglementation communautaire, tant en matière d'éligibilité que de conditionnalité, une sélection rigoureuse de l'échantillon à contrôler est nécessaire. L'objet de cette partie est d'expliquer comment permettre le meilleur recouvrement possible des différents échantillons.

Les exploitations bovines sélectionnées sont contrôlées au titre de l'éligibilité aux primes bovines et de l'identification lors de la même visite.

Un contrôle conditionnalité programmé dans une exploitation bovine par la DDAF/DDEA ou DDSV viendra donc alimenter la sélection :

- de l'échantillon du sous-domaine « identification bovine » ;
- de l'échantillon « primes bovines » (si l'exploitation est demandeuse de prime).

Il est à noter que le même CRC est utilisé pour les contrôles éligibilité et conditionnalité/identification.

Les exploitations ovines sélectionnées au titre de l'identification doivent également être contrôlées, lors de la même visite, au titre de l'éligibilité à la prime ovine, si elles sont demandeuses des primes ovines (dans la limite des taux de contrôle de la prime à la brebis).

Un contrôle conditionnalité programmé dans une exploitation ovine par la DDAF/DDEA ou DDSV viendra donc alimenter la sélection :

- de l'échantillon du sous-domaine « identification ovine » ;
- de l'échantillon « prime ovine » (si l'exploitation est demandeuse de prime).

Il est à noter que deux CRC différents sont à utiliser pour les contrôles éligibilité et conditionnalité/identification.

Les chapitres suivants ainsi que l'annexe 2 expliquent les modalités de sélection de ces échantillons et l'ordre de leur sélection.

Suite à l'expérimentation conduite en 2008 dans quatre régions expérimentales, la réalisation des contrôles de l'identification animale qui ne sont pas couplés aux contrôles du sous-domaine « paquet hygiène – santé animale, lutte contre les EST, substances interdites » réalisés au titre de la conditionnalité et de l'éligibilité est transférée des DDAF/DDEA et DDSV vers les DR AUP à compter du 1er janvier 2009. Les contrôles de l'identification animale réalisés dans les exploitations sélectionnées au titre de la conditionnalité (santé – productions animales) relevant de la compétence de la DDSV (en règle générale 1% des exploitations) restent entièrement de la responsabilité de la DDSV.

La DDSV est en effet la seule structure compétente pour le contrôle des exploitations sélectionnées au titre de la conditionnalité pour le paquet hygiène, la notification des maladies, la lutte contre les EST², les substances interdites et la protection animale. Elle est également corps de contrôle compétent pour l'identification des animaux. Elle a délégation de compétence pour réaliser les contrôles au titre de l'éligibilité aux primes animales.

La DR AUP est le corps de contrôle compétent pour réaliser les contrôles de l'éligibilité aux primes animales. Elle a délégation de compétence pour réaliser les contrôles au titre de l'identification des animaux (bovins et ovins-caprins).

La DDAF /DDEA et la DDSV sont responsables de la sélection des exploitations et des suites à donner aux contrôles.

2 LES DIFFERENTS ECHANTILLONS (ASSIETTE ET TAUX DE CONTROLE) POUR LE DOMAINE « SANTE – PRODUCTIONS ANIMALES » ET L'« ELIGIBILITE AUX PRIMES ANIMALES »

.....2.1 L'assiette

L'assiette est le nombre d'exploitations du département à prendre en compte pour calculer le nombre de contrôles à réaliser.

Au titre de la conditionnalité, le **nombre d'exploitations à contrôler** est :

- de 1% des détenteurs d'animaux qui sont demandeurs d'aides directes,

ET

- de 1% des détenteurs d'animaux qui sont bénéficiaires de l'aide à la restructuration et à la reconversion des vignobles versée en 2008 au titre de la nouvelle OCM. Cette catégorie d'exploitants peut toutefois être très limitée dans certains départements. Les départements qui auraient moins de 100 détenteurs d'animaux et bénéficiaires d'aide à la restructuration et à la reconversion des vignobles versée en 2008 au titre de la nouvelle OCM, n'ont pas à retenir ce critère. En outre, les détenteurs d'animaux bénéficiaires d'aides à la restructuration

²

Encéphalopathies spongiformes bovines

et à la reconversion des vignobles qui bénéficient également d'aides directes et/ou d'aide du second pilier soumises à conditionnalité peuvent être comptabilisés dans les 3 échantillons ;
ET

- de 1% des détenteurs d'animaux qui sont demandeurs d'aides du 2eme pilier soumises à la conditionnalité (= ICHN, MAE contractées depuis 2007, aide aux boisements des terres agricoles, paiements sylvo-environnementaux).

L'assiette est évaluée en début de campagne sur la base de la situation de l'année précédente qui, le cas échéant, peut être réévaluée au fur et à mesure de l'avancement du dépôt des demandes d'aides pour la campagne 2009.

.....2.2 Les différents échantillons et les taux de contrôle

.....2.2.1 Les trois échantillons du domaine « santé – productions animales » :

Pour le domaine « Santé – Productions animales », l'existence de taux réglementaires différents, l'articulation de différents types de contrôles (conditionnalité, éligibilité, identification) et les exigences de représentativité, nécessitent de constituer plusieurs échantillons. En effet, la législation applicable en matière d'identification bovine, ovine et caprine prévoit des taux de contrôle spécifiques, supérieurs à 1%. La réglementation communautaire prévoit de ce fait, d'aligner les taux de contrôles de l'identification animale réalisés au titre de la conditionnalité sur ces taux de contrôles spécifiques.

On distingue au sein du domaine « santé – productions animales » :

- un échantillon « identification des ovins et des caprins » pour la vérification du sous-domaine « identification des ovins et des caprins » ;
- un échantillon « identification des bovins » pour la vérification du sous domaine « identification des bovins » ;
- un échantillon « autres mesures de santé » pour la vérification des autres sous-domaines « identification des porcins », « notification des maladies », « lutte contre les EST », « paquet hygiène relatif aux productions primaires animales » et « utilisation de substances interdites » (qui est un sous-échantillon de l'échantillon « paquet hygiène relatif aux productions primaires animales »).

En effet, au titre des règlements « conditionnalité », hors « identification ovine /caprine » et « identification bovine » : le nombre d'exploitations à contrôler est de 1% des demandeurs d'aides soumises à la conditionnalité³ et détenteurs d'animaux avec un sous-échantillon « substances interdites ». Le taux de 1% est global, c'est-à-dire qu'il n'a pas à être obligatoirement respecté pour chaque espèce animale.

³ Aides dites du 1er pilier (aides directes, aides à la restructuration ou à la reconversion des vignobles) et certaines aides de développement rural (ICHN et MAE ,aide au boisement des terres agricoles, paiements sylvo-environnementaux) dites du 2eme pilier

Au titre du règlement « identification ovine et caprine » : le nombre d'exploitations à contrôler est de 3% des détenteurs de petits ruminants, demandeurs d'aides ou non, et de 5% des ovins/caprins.

Au titre du règlement « identification bovine » : le nombre d'exploitations à contrôler est de 5% des détenteurs de bovins, demandeurs d'aides ou non.

.....2.2.2 Échantillons à sélectionner au titre de l'éligibilité aux primes animales et taux de contrôle

Au titre du contrôle de l'éligibilité aux primes bovines :

La taille de l'échantillon à respecter est de :

- 5% des animaux déclarés à la PMTVA en période de détention obligatoire,
- 5% des animaux déclarés à la PAB,
- 5% de l'ensemble des exploitants ayant déposé au moins une demande d'aide bovine.

L'ensemble de ces taux de contrôle doit être respecté au cours d'une campagne. Par conséquent, il est possible que le contrôle de 5% des demandeurs d'aides soit insuffisant pour atteindre les taux de contrôle au titre du nombre d'animaux à contrôler.

Il est conseillé à la DDAF/DDEA de se baser sur une sélection de 7% des demandeurs de prime pour atteindre l'ensemble des taux de contrôles réglementaires.

Attention : il est demandé à certains départements d'augmenter significativement ces taux de contrôle de base. Ces derniers doivent alors appliquer ces taux de contrôle qui leur ont été notifiés.

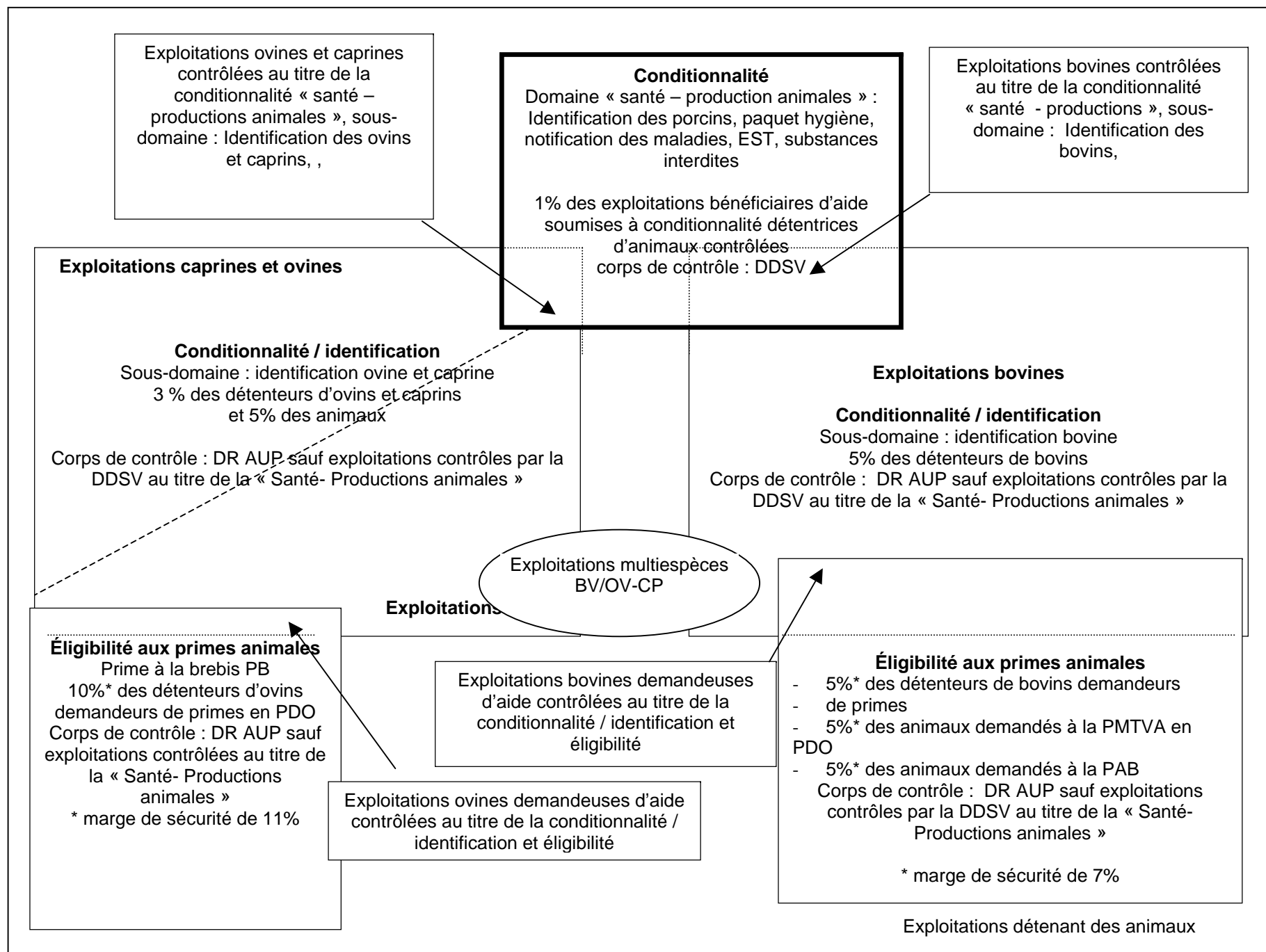
Au titre du contrôle de l'éligibilité à la prime à la brebis :

L'échantillon à respecter est de 10% des détenteurs d'ovins demandeurs d'aide à contrôler en période de détention obligatoire (du 3 février au 13 mai 2009). Les éventuels ajustements par rapport à la sélection de départ (sur la base des demandeurs d'aides de l'année précédente), pour atteindre ce taux de 10%, doivent être réalisés au cours de la période de détention précitée.

Il est conseillé à la DDAF/DDEA de se baser sur une sélection de 11% des demandeurs à mettre en contrôle afin de s'assurer une marge de manœuvre en cas d'ajustements nécessaires en cours de campagne.

Le schéma suivant représente les différents échantillons.

Schématisation des différents échantillons pour le contrôle du domaine « Santé - Productions animales » et de l'éligibilité aux primes



.....2.2.3 **Augmentation des taux de contrôle**

.....2.2.3.a **Au titre de la conditionnalité**

Lorsque de nombreuses irrégularités ont été constatées au cours de la campagne précédente, la réglementation communautaire impose une augmentation des taux de contrôle sur les textes où un niveau significatif de non-conformités a été relevé.

Une fois l'ensemble des résultats de contrôle saisi par les DDAF/DDEA, cette augmentation des taux est calculée par la DGPAAT et un courrier de notification est adressé à chaque DDAF/DDEA pour l'informer des taux de contrôle à mettre en œuvre.

Pour le domaine « santé – productions animales », sept augmentations des taux de contrôle sont notifiées (une par texte⁴).

Pour les sous-domaines « identification des bovins » et « identification des ovins et caprins » qui font l'objet d'un taux de contrôle supérieur au taux de 1% fixé pour la conditionnalité (5% des détenteurs de bovins, 3% des détenteurs ovins et caprins et 5% des petits ruminants), l'augmentation du taux de contrôle calculé selon les règles fixées par la Commission porte uniquement sur le taux de 1% propre à la conditionnalité.

Lorsqu'une augmentation de taux de contrôle est notifiée pour un sous-domaine, cette augmentation doit être appliquée au nombre d'exploitations qui devaient être contrôlées au titre de ce sous-domaine.

Exemple : pour un département donné, sans augmentation du taux de contrôle, 100 exploitations doivent être contrôlées au titre du domaine « santé - productions animales ».

L'échantillon de contrôle se répartit comme suit :

- 50 exploitations pour l'échantillon « autres mesures de santé », dont
 - 34 pour le sous-domaine « paquet hygiène » dont 4 du sous échantillon « substances interdites »
 - 3 pour le sous-domaine « lutte contre les maladies »
 - 3 pour le sous-domaine « EST »
 - 10 pour le sous-domaine « identification des porcins »
- 30 pour le sous-domaine « identification des bovins »
- 20 pour le sous-domaine « identification des ovins et caprins »

La notification reçue par le département fait apparaître les sept augmentations de taux suivantes :

- pas d'augmentation pour le sous-domaine « substances interdites » :
- pas d'augmentation pour le sous-domaine « paquet hygiène », soit un taux de contrôle de 1% ;
- augmentation de 1,25 pour le sous-domaine « lutte contre les maladies », soit un taux de contrôle de 1,25% ;
- augmentation de 1,5 pour le sous-domaine « EST », soit un taux de contrôle de 1,5% ;
- augmentation de 3 pour le sous-domaine « identification des porcins », soit un taux de contrôle de 3% ;

⁴ Identification des bovins, identification des ovins et caprins, identification des porcins, notification des maladies, utilisation de substances interdites, lutte contre les EST, paquet hygiène relatif aux productions primaires animales.

- augmentation de 2,5 pour le sous-domaine « identification des bovins », soit un taux de contrôle de 6,5%, l'augmentation ne portant que sur le taux de 1% conditionnalité ($1\% \times 2,5 + 4\% = 6,5\%$);
- augmentation de 3 pour le sous-domaine « identification des ovins et caprins », soit un taux de contrôle de 5%, l'augmentation ne portant que sur le taux de 1% conditionnalité ($1\% \times 3 + 2\% = 5\%$).

Le nombre de contrôle à effectuer par sous domaine est alors respectivement le suivant :

- 34 exploitations seront contrôlées au titre du sous-domaine « paquet hygiène » (pas d'augmentation), dont 4 exploitations seront donc contrôlées au titre du sous-domaine « substances interdites » (pas d'augmentation),
- 4 exploitations seront contrôlées au titre du sous-domaine « lutte contre les maladies » » ($3 \times 1,25$ arrondi à 4),
- 5 exploitations seront contrôlées au titre du sous-domaine « EST » » ($3 \times 1,5$ arrondi à 5),
- 30 exploitations seront contrôlées au titre du sous-domaine « identification des porcins » (10×3),
- 39 exploitations seront contrôlées au titre du sous-domaine « identification des bovins » ($30 \times 6,5/5$),
- 34 exploitations seront contrôlées au titre du sous-domaine « identification des ovins et des caprins » ($20 \times 5/3$, soit 33,3 arrondi à 34),

.....2.2.3.b **Au titre de l'éligibilité**

La réglementation communautaire prévoit par ailleurs une augmentation des taux de contrôle liés à l'éligibilité des aides animales, lorsque de nombreuses irrégularités ont été constatées au cours de la campagne précédente.

Concernant l'identification des bovins le dispositif français prévoit un contrôle groupé identification / conditionnalité / éligibilité.

Les règles de calcul proposées par le document de travail de la Commission pour l'augmentation des taux de contrôle « conditionnalité » ont ainsi été retenues pour déterminer l'augmentation des taux de contrôles « éligibilité » pour le secteur bovin.

Ainsi, le taux d'augmentation notifié s'applique au nombre de détenteurs de bovins mais également :

- au nombre d'animaux déclarés à la PMTVA contrôlés en période de détention obligatoire,
- au nombre d'animaux déclarés à la PAB
- au nombre d'exploitants ayant déposé au moins une demande d'aide bovine.

L'ensemble de ces taux de contrôle doit être respecté. Il est possible que le nombre de contrôles calculé sur la base des demandeurs d'aides bovines soit insuffisant pour atteindre les taux de contrôles au titre des animaux. Il est donc conseillé aux DDAF/DDEA d'augmenter le taux des demandeurs d'aides afin d'être assuré d'atteindre le taux de contrôle exprimé en nombre d'animaux.

Pour les départements qui au titre de l'éligibilité bovine doivent appliquer un taux de contrôle de base supérieur au taux réglementaire de 5% ; c'est ce dernier qui doit être mis en œuvre s'il est supérieur au taux notifié.

3 BASE DE SELECTION DES EXPLOITATIONS

La sélection conduit à identifier une liste nominative de détenteurs d'animaux à contrôler, en quantité fixée au point I précédent⁵.

Au titre de la conditionnalité, il est rappelé que pour la constitution de l'échantillon de contrôle, 20 à 25 % des exploitants doivent être sélectionnés de façon aléatoire pour favoriser la représentativité. Afin de s'en assurer, ce pourcentage devra être appliqué à chaque échantillon.

Cette sélection comprend en théorie deux catégories de détenteurs :

- les détenteurs bénéficiant d'aides du 1^{er} pilier⁶,
- les détenteurs bénéficiant d'aides du 2nd pilier⁷.

Il est à noter que pour les éleveurs, les bénéficiaires d'aides du premier pilier sont, dans la plupart des départements, également bénéficiaires d'aides du second pilier. Le contrôle des bénéficiaires d'aides du 1^{er} pilier doit donc aboutir automatiquement au contrôle d'un nombre significatif de détenteurs d'aides du 2^{eme} pilier⁸. Si la DDAF/DDEA confirme que telle est bien la situation dans son département, la seule liste des détenteurs d'animaux bénéficiaires d'aides 1^{er} pilier pourra être utilisée comme base à la sélection de la liste nominative des exploitants à contrôler. Cette démarche évite ainsi un travail de recoupement des listes.

Si la DDAF/DDEA considère qu'au sein du département, un nombre significatif de détenteurs d'animaux ne bénéficie que d'aides du second pilier, il sera alors nécessaire qu'un travail conjoint soit effectué avec la DDSV pour permettre une meilleure prise en compte de ce critère (liste nominative de ces exploitants à fournir).

La sélection peut toutefois être étendue à des détenteurs ne bénéficiant d'aucune aide. Cette possibilité est en effet offerte par l'article 45.3.a du règlement (CE) n 796/2004 et revient à contrôler des exploitations en se privant du pouvoir de sanction lié à la conditionnalité (pas d'aide = pas d'aides à ré évaluer). Cette sélection peut être mise en place, sous réserve :

- d'être justifiée (notamment au regard de l'analyse de risques) ;
- de ne pas **contrôler** au titre de la conditionnalité **plus de 25 % d'exploitations non demandeuses d'aide**.

Dans le domaine « Santé - Productions animales », cette démarche peut être notamment justifiée par la nécessité de contrôler un échantillon représentatif des différents détenteurs d'animaux concernés.

La DDSV devra enregistrer le taux de contrôle réalisé dans des exploitations non demandeuses d'aides.

⁵ Par ailleurs, l'efficacité de l'analyse de risques doit être évaluée chaque année.

⁶ aides directes et aides à la restructuration ou à la reconversion des vignobles versée en 2008 au titre de la nouvelle OCM

⁷ ICHN, MAE contractées depuis 2007, aide aux boisements des terres agricoles, paiements sylvo-environnementaux.

⁸ 1% des détenteurs d'animaux demandeurs d'aides soumises à la conditionnalité au titre du 2nd pilier (= ICHN, MAE contractées depuis 2007, aide aux boisements des terres agricoles, paiements sylvo-environnementaux)

.....3.1 Contrôles « conditionnalité » du domaine « santé – productions animales » : Identification des porcins, bovins, ovins et caprins, paquet hygiène, notification des maladies, EST, substances interdites

.....3.1.1 Sous-échantillon « Substances interdites » :

Le taux de contrôle de ce sous-échantillon correspond à un nombre d'échantillons à prélever défini par les notes de service relatives aux plans de surveillance et de contrôle suivantes :

- Note de service [DGAL/SDSPA/SDQA/N2008-8331](#) du 17/12/2008 : Plan de contrôle des résidus chimiques dans les animaux de boucherie - 2009.

- Note de service [DGAL/SDSPA/SDQA/N2008-8326](#) du 17/12/2008 : Plan de contrôle des résidus chimiques dans les volailles - 2009.

Ainsi la non-utilisation de substances interdites ne sera contrôlée que sur une partie des exploitations sélectionnées dans l'échantillon « autres mesures santé⁹ ».

.....3.1.2 Base de sélection pour l'échantillon « autres mesures santé » :

Le choix des exploitations portera sur les détenteurs d'animaux, demandeurs d'aide ou non. Le nombre d'exploitations sélectionnées non demandeuses d'aides ne devra cependant pas excéder 25% du nombre total d'exploitations sélectionnées.

Remarque 1 : sur les exploitations sélectionnées, le contrôle au titre du sous-domaine « **identification** » et de l'**éligibilité** devra être réalisé **de façon systématique** dès lors que **des bovins et/ou des ovins sont présents**.

Remarque 2 : si plusieurs espèces sont présentes sur l'exploitation, elles doivent **toutes** être contrôlées au titre des textes « conditionnalité ».

.....3.2 Base de sélection pour l'échantillon « Identification des ovins et caprins » et éligibilité à la prime à la brebis

3% des détenteurs d'ovins et de caprins (demandeurs d'aides ou non) et 5% des animaux doivent être contrôlés au cours de l'année civile **2009** au titre de l'identification ovine et caprine.

Par ailleurs, **10% des détenteurs d'ovins demandeurs de prime ovine** doivent être contrôlés au titre de l'éligibilité au cours de la période de détention obligatoire (PDO). Les détenteurs de caprins ne sont pas concernés étant donné le découplage de la prime à la chèvre.

NB : dans les DOM les détenteurs de caprins sont concernés par les contrôles de l'éligibilité à la PPR.

Les contrôles d'éligibilité aux primes ne portent que sur les brebis éligibles et seront systématiquement réalisés sur les élevages détenant des ovins contrôlés pour l'identification. Les exploitations ovines sélectionnées au titre de l'identification sont obligatoirement contrôlées au titre de l'éligibilité à la prime ovine, lorsqu'une demande a été déposée, lors de la même visite.

⁹ Identification des porcins, notification des maladies, lutte contre les EST, paquet hygiène relatif aux productions primaires animales et utilisation de substances interdites

Contrairement aux bovins, selon les départements, le nombre de détenteurs d'ovins demandeurs d'aides animales peut être très différent du nombre total de détenteurs d'ovins (demandeurs et non demandeurs). Aussi, il convient de commencer par la sélection au titre de la conditionnalité / identification et de finir par la sélection au titre de l'éligibilité si besoin.

Par conséquent, **la sélection de l'échantillon « identification ovine et caprine » sera réalisée par la DDSV sur l'ensemble des détenteurs d'ovins et caprins, demandeurs d'aides ou non, en veillant à limiter le nombre de contrôles communs « identification ovine/éligibilité » à 2/3 du nombre total de contrôles « identification ovine-caprine » de façon à introduire dans l'échantillon « Conditionnalité » des exploitations ovines ne sollicitant pas d'aides et des exploitations caprines.** En fonction de la structure du cheptel départemental « petits ruminants », cette proportion peut être augmentée sans pouvoir atteindre 100%.

Si le nombre d'élevages ovins devant être contrôlés au titre de l'éligibilité n'est pas atteint, la DDAF/DDEA devra sélectionner des détenteurs d'ovins demandeurs d'aides supplémentaires, ces détenteurs étant contrôlés uniquement au titre de l'éligibilité. Si des anomalies « identification » sont trouvées au cours de ces contrôles, le corps de contrôle en référera à la DDSV.

A cet égard, le dispositif conjoint de pilotage mis en place doit permettre de définir les modalités de contrôle de l'identification et des primes animales et les modalités d'échanges de données nécessaires pour le respect des exigences réglementaires en matière de contrôle, notamment :

- Le nombre de contrôles à réaliser (échanges très fréquents en début de campagne et pendant toute la période de détention obligatoire) ;
- Les exploitations sélectionnées en vue d'un contrôle sur place et les informations relatives aux demandes de primes.

.....3.3 Base de sélection pour l'échantillon « Identification bovine » éligibilité aux primes bovines.

Les contrôles réalisés au titre de l'éligibilité aux primes bovines (PMTVA, PAB) sont réalisés conjointement aux contrôles « identification » lors d'une visite unique sur l'exploitation.

La sélection de l'échantillon « identification bovine » est réalisée pour 50% par la DDSV sur l'ensemble des éleveurs de bovins, demandeurs d'aides ou non et pour 50% par la DDAF/DDEA sur l'ensemble des éleveurs de bovins demandeurs de prime bovine. Le nombre d'exploitations à contrôler dans le département correspond au plus grand nombre entre 5% des détenteurs de bovins et 7%¹⁰ des demandeurs de primes.

Une exploitation sélectionnée au titre du domaine « santé – productions animales » et possédant des bovins sera automatiquement sélectionnée au titre de l'identification bovine et de l'éligibilité aux primes bovines si elle en demande. La DDSV transmet la liste des exploitations bovines sélectionnées au titre du domaine « santé - productions animales » à la DDAF/DDEA qui complète la liste de la DDSV avec les 50% d'exploitations bovines restant à sélectionner.

La mise en contrôle de toutes les demandes déposées au cours des 12 mois précédant la date du contrôle sur place, quel que soit le régime (PMTVA et PAB), revêt un caractère obligatoire (Règlement de la Commission n796-2004).

¹⁰ Réglementairement, il est prévu un contrôle de 5% des détenteurs de bovins demandeurs de prime. La cible de 7% est déterminée pour prendre en compte une marge de sécurité permettant, dans tous les cas, d'aboutir à un contrôle effectif des 5% exigés par la réglementation

Le dispositif conjoint de pilotage DDAF/DDEA / DDSV / DR-AUP mis en place doit permettre de définir les modalités de pilotage du dispositif de contrôle de l'identification et de l'éligibilité aux primes animales et les modalités d'échanges de données nécessaires pour le respect des exigences réglementaires en matière de contrôle, notamment :

- le nombre de contrôles à réaliser (échanges très fréquents en début de campagne puis ajustement au cours de la campagne),
- les exploitations sélectionnées en vue d'un contrôle sur place et les informations relatives aux demandes de primes déposées par ces exploitations, notamment pour le déclenchement des contrôles en période de détention obligatoire au titre de la PMTVA.

Précisions sur les taux de contrôle

Au titre des contrôles conditionnalité/identification : le taux de contrôle (5% des détenteurs) doit être atteint au cours de l'année civile.

Au titre de l'éligibilité (5% des demandeurs et 5% des animaux demandés à la PAB) le taux de contrôle doit être atteint au mois de juin 2010. Le taux de 5% des animaux demandés à la PMTVA doit être atteint à la fin de la période de détention obligatoire.

4 ORDRE DE SELECTION DES ECHANTILLONS

Afin d'éviter tout contrôle répété en cas de sélection successive d'une même exploitation, la sélection par les DDSV des exploitations à contrôler au titre de la conditionnalité doit être effectuée avant la sélection des exploitations à contrôler au titre de l'identification et de l'éligibilité aux primes animales.

En effet, une exploitation sélectionnée par la DDSV et demandant des primes animales sera automatiquement sélectionnée par la DDAF/DDEA pour un contrôle éligibilité et les différents contrôles devront avoir lieu le même jour.

La sélection de l'exploitation pour au moins une espèce présente entraîne la sélection de toutes les espèces dans le cadre de l'analyse de risques avec le même niveau de gravité.

Une fois la sélection effectuée par la DDSV, celle-ci devra donc être communiquée à la DDAF/DDEA, autorité coordinatrice des contrôles, qui veillera à la bonne répartition des contrôles.

Il importe de réaliser la sélection dans un ordre bien précis, en commençant par le plus petit échantillon. La méthode en est définie dans l'annexe 2 de la présente note.

En effet, si la sélection était faite en sens inverse, à partir de l'échantillon « bovins » de 5%, cette méthode conduirait à contrôler en très grande majorité des exploitations multi-espèces, ce qui n'est pas le but recherché.

Les traces écrites de l'analyse de risques conduite par les services vétérinaires pour la sélection des exploitations à contrôler seront impérativement conservées pendant une durée de 4 ans minimum, année civile en cours comprise.

Les échantillons sont constitués de façon différente selon leur nature :

.....4.1 Contrôles « autres mesures santé »

Les exploitations doivent être sélectionnées sur la base

- **d'une analyse de risques** les exploitations identifiées comme présentant un risque maximal devant être sélectionnées en premier
- **et par tirage aléatoire** pour respecter le taux réglementaire de 20 à 25%.

L'échantillon est ainsi constitué à partir de deux lots différents comme présenté au point 4.2 ci-dessous

Il est nécessaire de commencer par la sélection au titre des substances interdites.

Rappel : la sélection de l'échantillon «conditionnalité» est réalisée par la DDSV sur l'ensemble des détenteurs d'animaux, **demandeurs d'aides ou non**. Le nombre d'exploitations sélectionnées **non demandeuses d'aides ne devra cependant pas excéder 25%** du nombre total d'exploitations sélectionnées. La DDSV devra enregistrer le taux de contrôle réalisé dans des exploitations non demandeuses d'aides.

.....4.2 Contrôles Conditionnalité et identification des bovins et des ovins/caprins

Il est primordial de commencer par la sélection de l'échantillon « ovins/caprins ». Pour chacun des contrôles bovins ou ovins/caprins, la même méthode doit être utilisée, c'est à dire que les échantillons sont constitués à partir de deux lots différents

Lot 1 : exploitations identifiées **selon une analyse de risques**, décrite en annexe 3

Les exploitations présentant les risques les plus élevées sont sélectionnées en premier puis celles présentant des risques moindres : il est donc nécessaire de hiérarchiser les exploitations par ordre de risque décroissant.

Lot 2 : exploitations issues d'un tirage au sort parmi toutes les exploitations du département

Ce lot ne doit pas être inférieur à 20% et ne pas dépasser 25 % des exploitations contrôlées.

.....4.3 Sélection des exploitations au titre de l'éligibilité

La sélection des exploitations à contrôler au titre de l'éligibilité aux primes (cf annexe 4 et 5 pour plus de précision et articulation avec les sélections au titre de l'identification des animaux et de la conditionnalité des aides) doit être effectuée dans les limites suivantes, conformément à la réglementation :

- entre 20 et 25 % des exploitations doivent être sélectionnées de manière aléatoire ;
- le reste des exploitations à contrôler doit être sélectionné par analyse de risques.

PARTIE II : MODALITES DE SELECTION DES EXPLOITATIONS POUR LES CONTROLES REALISES AU TITRE DU DOMAINE « PROTECTION ANIMALE »

La DDSV est le seul corps de contrôle compétent pour ce domaine.

1 L'ASSIETTE ET LE TAUX DE CONTROLE DU DOMAINE « PROTECTION ANIMALE »

.....1.1 L'assiette et taux de contrôle

L'assiette est le nombre d'exploitations du département à prendre en compte pour calculer le nombre de contrôles à réaliser.

Au titre de la conditionnalité, le nombre d'exploitations à contrôler est

- de 1% des détenteurs d'animaux qui sont demandeurs d'aides soumises à la conditionnalité au titre des aides directes.

ET

- de 1% des détenteurs d'animaux qui sont bénéficiaires de l'aide à la restructuration et à la reconversion des vignobles versée en 2008 au titre de la nouvelle OCM. Cette catégorie d'exploitant peut toutefois être très limitée dans certains départements. Les départements qui auraient moins de 100 détenteurs d'animaux bénéficiaires d'aide à la restructuration et à la reconversion des vignobles versée en 2008 au titre de la nouvelle OCM, n'ont pas à retenir ce critère. En outre, les détenteurs d'animaux bénéficiaires d'aides à la restructuration et à la reconversion des vignobles qui bénéficient également d'aides directes et/ou d'aide du second pilier soumises à conditionnalité peuvent être comptabilisés dans les 3 échantillons ;

ET

- de 1% des détenteurs d'animaux qui sont demandeurs d'aides soumises à la conditionnalité au titre du 2nd pilier (= ICHN, MAE contractées depuis 2007, aide aux boisements des terres agricoles, paiements sylvo-environnementaux).

L'assiette est évaluée en début de campagne sur la base de la situation de l'année précédente qui, le cas échéant, peut être réévaluée au fur et à mesure de l'avancement du dépôt des demandes d'aides pour la campagne 2009.

Hormis les contrôles « Protection animale » réalisés au titre de la conditionnalité, des inspections équivalentes sont réalisées par les DDSV dans le cadre des contrôles qui doivent classiquement être menés afin de s'assurer de l'application conforme d'une réglementation ; ce type de contrôle est habituellement dénommé "inspections classiques" par opposition au terme "contrôles conditionnalité". Les résultats de ces inspections doivent être remontés à la Commission européenne sous forme de bilans annuels.

Un exploitant peut donc être contrôlé, au titre de la protection animale, à double fin :

- conditionnalité des aides
- Inspection classique de la mise en application conforme d'une réglementation

.....1.2 La notification de l'augmentation du taux de contrôle

Lorsque de nombreuses irrégularités ont été constatées au cours de la campagne précédente, la réglementation communautaire impose une augmentation des taux de contrôle sur les textes où un niveau significatif de non-conformité a été relevé.

Une fois l'ensemble des résultats de contrôle saisi par les DDAF/DDEA, cette augmentation des taux est calculée par la DGPAAT et un courrier de notification est adressé à chaque DDAF/DDEA pour l'informer des taux de contrôle à mettre en œuvre.

Pour le domaine « protection animale », trois augmentation de taux de contrôle sont notifiées (une par texte¹¹).

Lorsqu'une augmentation des taux de contrôle est notifiée pour un sous-domaine, cette augmentation est appliquée au nombre d'exploitations qui devaient être contrôlées au titre de ce sous-domaine.

Exemple : sur la base d'un taux de 1% de détenteurs d'animaux demandeurs d'aides soumises à la conditionnalité, 100 exploitations doivent être contrôlées au titre du domaine « protection animale » dans un département donné.

L'échantillon de contrôle se répartit comme suit :

- 50 pour le sous-domaine « protection tous élevages sauf veaux et porcs »
- 40 pour le sous-domaine « protection porcs »
- 10 sur le sous-domaine « protection veaux ».

Les augmentations de taux notifiées pour les trois sous-domaines sont les suivantes :

- pas d'augmentation pour le sous-domaine « tous élevages sauf veaux et porcs »,
- 1,5 pour le sous-domaine « protection porcs », soit un taux de contrôle de 1,5 %
- 1,25 pour le sous-domaine « protection veaux », soit un taux de contrôle de 1,25 %.

Ainsi :

- 50 exploitations seront donc contrôlées au titre du sous-domaine « protection tous élevages sauf veaux et porcs »,
- 60 exploitations seront contrôlées au titre du sous-domaine « protection porcs » (40*1,5),
- 13 exploitations seront contrôlées au titre du sous-domaine « protection veaux » (10*1,25 arrondi à 13).

2 LA SÉLECTION DE L'ÉCHANTILLON DU DOMAINE « PROTECTION ANIMALE »

La sélection conduit à identifier une liste nominative de détenteurs d'animaux à contrôler, en quantité fixée au point I précédent¹².

Cette sélection comprend en théorie 2 catégories de détenteurs :

- les détenteurs d'animaux bénéficiant d'aides du 1^{er} pilier¹³ ;

¹¹ Protection tous élevages sauf veaux et porcs, protection porcs, protection veaux.

¹² Au titre de la conditionnalité, il est rappelé que pour la constitution de l'échantillon de contrôle 20 à 25 % des exploitants sont sélectionnés afin de favoriser la représentativité. De même, l'efficacité de l'analyse de risques doit être évaluée chaque année.

¹³ aides directes, aides à la restructuration ou à la reconversion des vignobles versée en 2008 au titre de la nouvelle OCM,

- les détenteurs d'animaux bénéficiant d'aides du 2nd pilier¹⁴

Il est à noter que pour les éleveurs, les bénéficiaires d'aides du premier pilier sont, dans la plupart des départements également bénéficiaires d'aides du second pilier. Le contrôle des bénéficiaires d'aides 1^{er} pilier doit donc aboutir automatiquement au contrôle d'un nombre significatif de détenteurs d'aides 2^{eme} pilier.

Si le DDAF/DDEA confirme que telle est bien la situation dans son département, la seule liste des détenteurs d'animaux bénéficiaires d'aides 1^{er} pilier pourra être utilisée comme base à la sélection de la liste nominative des exploitants à contrôler. Cette démarche évite ainsi un travail de recoupement des listes.

Si le DDAF/DDEA considère qu'au sein du département, un nombre significatif de détenteurs d'animaux ne bénéficie que d'aides du second pilier, il sera alors nécessaire qu'un travail conjoint soit effectué avec la DDSV pour permettre une meilleure prise en compte de ce critère (liste nominative de ces exploitants à fournir) .

Cette sélection peut toutefois être étendue à des détenteurs d'animaux ne bénéficiant d'aucune aide.

Cette possibilité est offerte par l'article 45.3.a du règlement (CE) n796/2004 et revient à contrôler des exploitations en se privant du pouvoir de sanction lié à la conditionnalité (pas d'aide = pas d'aides à prélever). Cette sélection peut être mise en place sous réserve :

- d'être justifiée (notamment au regard de l'analyse de risques),
- de ne pas **contrôler** au titre de la conditionnalité **plus de 25 % d'exploitations non demandeuses d'aide**.

Dans le domaine « Protection animale », une telle démarche peut notamment être justifiée par la nécessité d'optimiser les contrôles en cherchant à atteindre le plus possible, lors d'une même campagne d'inspection, les objectifs fixés au titre de la conditionnalité et ceux relatifs à la représentativité des différents systèmes d'élevage présents sur le territoire national, comme demandé par la Commission européenne pour les inspections "classiques".

La DDSV devra enregistrer le taux de contrôle réalisé dans des exploitations non demandeuses d'aides.

Des notes de service spécifiques à la DGAL, hors conditionnalité, apportent toutes les précisions nécessaires pour la programmation "inspections classiques" et la valorisation qui peut être faite des "contrôles conditionnalité" afin d'alléger la charge d'inspection.

Au titre de la conditionnalité, il est rappelé que pour la constitution de l'échantillon de contrôle, 20 à 25 % des exploitants doivent être sélectionnés de façon aléatoire pour favoriser la représentativité. des éleveurs contrôlés vis à vis de ceux du département

¹⁴

ICHN, MAE contractées depuis 2007, aide aux boisements des terres agricoles, paiements sylvo-environnementaux

Un exemple de sélection est déroulé en annexe 5.

Enfin, il convient de rappeler qu'un éleveur ne doit pas être contrôlé 2 fois la même année au titre de la conditionnalité. Ainsi un exploitant ne peut normalement pas être contrôlé au titre du domaine de contrôle « santé – productions animales » et du domaine « protection animale ». Pour permettre aux DDAF/DDEA qui sont chargées de la coordination des contrôles, d'identifier les éventuels doublons, les DDSV transmettront les listes d'exploitations sélectionnées au titre de ces deux domaines. En cas de doublons identifiés, les DDAF/DDEA les signaleront aux organismes de contrôle concernés qui devront décider à quel titre l'exploitant en doublon va être inspecté.

Nous vous demandons de bien vouloir tout mettre en œuvre pour la réalisation des présentes instructions, en nous rendant compte des difficultés que vous pourriez rencontrer quant à leur application.

Signé par :

Le Directeur général
de l'Alimentation

Jean-Marc BOURNIGAL

Le Directeur Général
des Politiques agricole, agroalimentaire et des
territoires
Jean-Marie AURAND

Le Directeur général par interim
de l'Agence unique de paiement
Michel JAU

ANNEXE 1 – LES CORPS DE CONTROLE COMPETENTS POUR LE DOMAINE « SANTE PUBLIQUE, SANTE DES ANIMAUX ET DES VEGETAUX » ET LE DOMAINE « PROTECTION ANIMALE »

NB : Le domaine réglementaire « Santé publique, santé des animaux et des végétaux » qui dépend de deux corps de contrôle spécifiques (DRAF-SRPV et DDSV) est divisé en deux domaines de contrôle distincts « santé – productions végétales » et « santé-productions animales ». Le domaine « protection animale » n'est pas divisé.

EXPLOITATIONS SELECTIONNEES PAR LA DDSV

Elles sont contrôlées sur les textes relevant de la responsabilité de ce corps de contrôle. Comme deux domaines sont identifiés, seul l'un des deux est normalement contrôlé au titre de la conditionnalité lors du déplacement de l'inspecteur de la DDSV :

*** domaine de contrôle « Santé-Productions animales » du domaine «santé publique, santé des animaux et des végétaux ») :**

- identification des bovins, des ovins et caprins et des porcins ;
- notification des maladies ;
- utilisation de substances interdites ;
- lutte contre les EST ;
- paquet hygiène relatif aux productions primaires animales.

OU

*** domaine « Protection Animale »**

- protection des animaux dans les élevages ;
- normes minimales relatives à la protection des veaux ;
- normes minimales relatives à la protection des porcs.

EXPLOITATIONS SELECTIONNEES PAR LA DRAF/SRPV

Elles sont contrôlées sur les textes relevant de la responsabilité des SRPV (domaine « santé-productions végétales » et domaine «santé publique, santé des animaux et des végétaux ») : Pour mémoire, ces textes sont relatifs à :

- utilisation des produits phytosanitaires ;
- paquet hygiène relatif aux productions primaires végétales ;
- exigences complémentaires propres aux mesures agro environnementales en matière d'utilisation des produits phytopharmaceutiques.

ANNEXE 2. METHODE DE SELECTION PAR LES DDSV DES EXPLOITATIONS A CONTROLER AU TITRE DU SOUS DOMAINE « SANTE - PRODUCTIONS ANIMALES »

Afin d'illustrer cette méthode, un département fictif est pris en exemple. Ses caractéristiques sont les suivantes, chaque paramètre étant codifié par une lettre :

| | | |
|------------|--|-------------|
| A= | Exploitations agricoles qui détiennent des animaux (toutes espèces confondues) dont : | 6000 |
| | <i>a = exploitations bénéficiant d'aides directes¹⁵ (animales et/ou végétales) et d'aide à la restructuration et à la reconversion des vignobles versée en 2008 au titre de la nouvelle OCM</i> | 5800 |
| B= | Exploitations n'ayant que des bovins dont | 1000 |
| | <i>b = exploitations n'ayant que des bovins et bénéficiant d'aides directes (animales et/ou végétales) et d'aide à la restructuration et à la reconversion des vignobles versée en 2008 au titre de la nouvelle OCM,</i> <i>b1 : exploitations n'ayant que des bovins et bénéficiant d'aides animales bovines PMTVA + PAB</i> | 800 |
| | <i>b1 = exploitations n'ayant que des bovins et bénéficiant d'aides animales bovines PMTVA + PAB,</i> | 750 |
| C= | Exploitation ayant des bovins et d'autres animaux dont : | 4100 |
| | <i>x = bovins et petits ruminants</i> | 2600 |
| | <i>y = bovins et porcins</i> | 1300 |
| | <i>z = bovins et petits ruminants et porcins</i> | 200 |
| | <i>c1 : nombre d'exploitations ayant des bovins et d'autres animaux et bénéficiant d'aides animales bovines PMTVA + PAB</i> | 3000 |
| | <i>c2 : nombre d'exploitations ayant des bovins et d'autres animaux et bénéficiant d'aides animales bovines et ovines PMTVA + PAB + PB</i> | 1500 |
| D = | Exploitations n'ayant que d'« autres animaux » dont | 900 |
| | <i>m = uniquement des petits ruminants dont</i> | 500 |
| | <i>m 1 = exploitations ne détenant que des ovins et bénéficiant d'aides animales ovines (PB)</i> | 300 |
| | <i>N = uniquement des porcs</i> | 300 |
| | <i>p = petits ruminants et des porcs</i> | 100 |
| | <i>p1 = exploitations détenant des ovins et des porcs et bénéficiant d'aides animales ovines (PB)</i> | 60 |

¹⁵ La prise en compte des seuls bénéficiaires d'aides premier pilier dans l'exemple est fondée sur le fait que les bénéficiaires d'aides du second pilier sont, dans la plupart des départements également bénéficiaires d'aides du premier pilier. Sous réserve de confirmation du DDAF/DDEA, la seule liste des détenteurs d'animaux bénéficiaires d'aides 1^{er} pilier pourra être utilisée comme base à la sélection de la liste nominative des exploitants à contrôler.

| |
|-----------------|
| $A = B + C + D$ |
| $C = x + y + z$ |
| $D = m + n + p$ |

Compte-tenu des différents taux de contrôle applicables, la taille des échantillons est la suivante :

- Autres mesures santé = 58 exploitations. On prend 1% des demandeurs d'aides, détenteurs d'animaux
- Identification bovine : $(1000 + 4100) * 5\% = 255$ exploitations
- Identification ovine-caprine : $(2600 + 200 + 500 + 100) * 3\% = 102$ exploitations
- Eligibilité primes bovines : $(750 + 3000) * 5\% = 188$ exploitations
- Eligibilité prime à la brebis : $(1500 + 300 + 60) * 10\% = 186$ exploitations

Il est nécessaire de commencer par l'échantillon le plus petit (substances interdites) puis de compléter avec l'échantillon suivant, en terminant par l'échantillon le plus important (identification bovine) :

SELECTION DES EXPLOITATIONS A CONTROLER AU TITRE DE L'UTILISATION DE «SUBSTANCES INTERDITES»

Etape n1 : Sélection des exploitations bovines

Pour les exploitations bovines à sélectionner : il s'agit des exploitations dans lesquelles au moins un prélèvement doit être réalisé pour la recherche des activateurs de croissance :

Après classement des exploitations bovines par ordre de risque décroissant pour les substances interdites, on sélectionne les X premières de la liste afin d'aboutir aux nombres de prélèvements et d'analyses nécessaires. Pour déterminer le nombre X d'élevages à prélever, il convient de se reporter à la note spécifique « animaux de boucherie » : [Note de service DGAL/SDSPA/SDQA/N2008-8331](#) du 17/12/2008 : Plan de contrôle des résidus chimiques dans les animaux de boucherie - 2009.

Le nombre X d'élevages de bovins à prélever est égal à la somme du nombre de bovins à prélever pour la recherche de stéroïdes dans l'urine et du nombre de bovins à prélever pour la recherche de stéroïdes dans l'urine et le poil.

En effet, dans un même élevage, on ne peut pas faire deux prélèvements sur deux animaux différents du même lot pour la recherche du même analyte. On ne peut faire deux prélèvements pour la recherche de la même substance que s'il s'agit d'animaux de deux lots différents.

Exemple :

| | espèce prélevée | ELEVAGE | | | | | | | | |
|----|-----------------------------------|---------------------------|-------|--------------|-----------------|-------|--------------|-----------------|-------|--|
| | lieu de prélèvement | ELEVAGE | | | | | | | | |
| | famille d'analytes | activateurs de croissance | | | | | | | | |
| | analytes recherchés | THYR | | | STEROIDIENS | | | BETA-AGONISTES | | |
| | matrice prélevée | ALMT | UR | ALMT ou EDB | UR et FOILS | UR | ALMT ou EDB | UR et FOILS | UR | |
| | quantité à prélever / échantillon | 30-35g | 20 ml | 30g ou 20 ml | 40 ml et 200 mg | 40 ml | 30 g ou 20ml | 20 ml et 200 mg | 20 ml | |
| 01 | Ain | 1 | 6 | 5 | 4 | 11 | 6 | 4 | 11 | |
| 02 | Aisne | 1 | 7 | 6 | 4 | 12 | 6 | 4 | 12 | |
| 03 | Allier | 3 | 17 | 14 | 12 | 32 | 14 | 12 | 32 | |
| 05 | Hautes-Alpes | 0 | 1 | 1 | 1 | 2 | 1 | 1 | 2 | |
| 07 | Ardèche | 0 | 2 | 2 | 1 | 3 | 2 | 1 | 3 | |
| 08 | Ardennes | 2 | 9 | 8 | 6 | 17 | 8 | 6 | 17 | |
| 09 | Ariège | 0 | 3 | 2 | 2 | 5 | 2 | 2 | 5 | |
| 10 | Aube | 0 | 2 | 2 | 2 | 4 | 2 | 2 | 4 | |
| 11 | Aude | 0 | 1 | 1 | 0 | 2 | 1 | 0 | 2 | |
| 12 | Aveyron | 2 | 15 | 13 | 10 | 28 | 13 | 10 | 28 | |
| 13 | Bouches-du-Rhône | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |

Soit 15 exploitations bovines à sélectionner.

On commence donc par sélectionner les 15 détenteurs de bovins qui présentent le plus de risques (note de service DGAL/SDSPA/N2005-8165 du 29 juin 2005) au regard du contrôle des substances interdites.¹⁶

Etape n2 : Sélection des exploitations porcines et volailles et obtention de la liste L1

On procède de manière strictement identique pour sélectionner les exploitations à contrôler au titre de l'utilisation de substances interdites pour les autres espèces (porcins et volailles). Pour mémoire, pour les petits ruminants, les textes réglementaires n'imposent pas de contrôles en exploitation.

On fait l'hypothèse, pour cet exemple, que le nombre d'exploitations supplémentaire à contrôler est « *in fine* » de trois.

Les étapes 1 et 2 conduisent à une liste **L1** constituée des **18** exploitations (**15 «bovins» + 3 «autres»**) qui présentent les niveaux de risque les plus élevés au regard de l'utilisation de substances interdites.

Toutes les exploitations de cette liste feront donc l'objet :

- ⇒ De prélèvements pour les substances interdites
- ⇒ De contrôles conditionnalité « paquet hygiène », quelle que soit l'espèce ou les espèces animale(s) présente(s)
- ⇒ De contrôle d'identification, pour les porcins, ovins, caprins, bovins présents
- ⇒ De contrôle d'éligibilité, pour les élevages détenant des bovins et/ou ovins demandeuses d'aides



SELECTION DES EXPLOITATIONS A CONTROLER AU TITRE DES « AUTRES MESURES SANTE » (HORS SUBSTANCES INTERDITES)

¹⁶

Rappelons que les taux de contrôles minimums fixés par la Commission pour la recherche de substances interdites sont de : 0,25% du nombre de bovins abattus l'année précédente, avec la moitié des échantillons prélevés à l'exploitation sur des animaux vivants ; 0,02% du nombre de porcins abattus l'année précédente, avec le contrôle d'au minimum un élevage pour 100 000 animaux abattus; et, pour chaque catégorie de volaille (poulets de chair, poules de réforme et coqs, dindes, autres volailles) le taux de contrôle minimum doit être de 1 animal pour 400 tonnes abattues, un minimum de 20% devant être pris au niveau de la ferme.

Etape n3 : Détermination du nombre d'exploitations à contrôler en plus de celles sélectionnées au titre des substances interdites.

Rappel :

- Taux : 1% des détenteurs d'animaux demandeurs d'aides 1^{er} pilier et 1% des demandeurs de certaines aides du 2nd pilier¹⁷ (Selon la situation du département, la seule prise en compte du nombre de détenteurs d'aides 1^{er} pilier peut suffire, les bénéficiaires d'aides du second pilier étant dans la plupart des départements également bénéficiaires d'aides du premier pilier).(
⇒ Méthode : analyse de risques et sélection aléatoire (20 à 25%)
- Limite : maximum 25 % d'exploitations non demandeuses d'aides
- Assiette pour la constitution de l'échantillon : détenteurs d'animaux,
- Nombre d'exploitations contrôlées : 1% des demandeurs d'aide,
- Echantillon composé d'exploitants demandeurs d'aide ou non

Sachant qu'il est nécessaire, pour les services de contrôle de la DDSV, de vérifier le respect des textes réglementaires figurant dans le domaine « santé publique, santé des animaux et des végétaux » pour un échantillon composé d'au minimum 58 exploitations (**1% de « a »**), il est donc nécessaire d'ajouter aux 18 éleveurs précédemment retenus (liste L1), 40 exploitations supplémentaires.

On dresse la liste de toutes les exploitations qui détiennent des bovins, qu'elles aient ou non, demandé à bénéficier d'aides, et qu'elles détiennent, ou non, d'autres animaux. On procède au tri de ces exploitations en fonction de leur niveau de risque au regard des critères de l'identification de l'enregistrement des animaux présents en annexe 2 f

On procède de manière identique pour les détenteurs de porcins (il n'y a pas d'aide) d'une part et les éleveurs d'ovins et de caprins d'autre part.

Une fois ces trois listes disponibles, il convient de passer à l'étape suivante.

Etape n4 : Dénombrement du nombre d'exploitations bovines / ovines-caprines / porcines à contrôler.

Il est nécessaire de respecter le « poids » que chaque type d'élevage (bovins / ovins-caprins / porcins) représente dans le département. Aussi il convient que la liste finalisée des exploitations sélectionnées soit le reflet de la structure agricole du département. Pour cela, on procède à la sélection des 40 exploitations complémentaires en fonction du nombre d'éleveurs figurant dans chacune des trois listes précédentes.

Sachant que, dans le cadre de cet exemple, on dénombre 5 100 détenteurs de bovins (**B + C**) , 1 900 éleveurs de porcs (**y + z + n + p**) , et 3 400 détenteurs d'ovins et de caprins (**x + z + m + p**) dans le département type, on procédera donc au tirage de :

⇒ Nombre d'exploitations bovines / (nombre d'exploitations bovines + ovines caprines + porcines) = 5 100 / (5 100 + 1 900 + 3 400) = 5 100 / 10 400 = 49% de l'échantillon complémentaire, soit **20 exploitations**, parmi la liste des détenteurs de bovins,

¹⁷

ICHN, MAE contractées depuis 2007, aide aux boisements des terres agricoles, paiements sylvo-environnementaux) .

⇒ Nombre d'exploitations porcines / (nombre d'exploitations bovines + ovines caprines + porcines) = 1 900 / 10 400 = 18% de l'échantillon complémentaire, soit **7 exploitations**, parmi la liste des détenteurs de porcins.

⇒ Nombre d'exploitations ovines et caprines / (nombre d'exploitations bovines + ovines caprines + porcines) = 3 400 / 10 400 = 33% de l'échantillon complémentaire, soit **13 exploitations**, parmi la liste des détenteurs d'ovins et de caprins.

Cet exemple fait, au niveau des analyses de risque, abstraction des autres espèces et notamment des volailles.

Toutefois, pour les départements où les élevages de volailles sont particulièrement nombreux, il est possible (pour assurer une représentativité optimale des échantillons) de substituer ceux-ci aux élevages de petits ruminants, par exemple, ou de faire une analyse de risques supplémentaire en ajoutant les volailles aux trois catégories décrites dans cet exemple (bovins, porcins et ovins/caprins).

A l'inverse, dans les départements où les élevages de porcs et/ou de volailles sont peu nombreux, il est indispensable **qu'au moins un élevage** soit contrôlé pour chaque espèce animale dans le champ « santé – productions animales » ou dans le domaine « protection animale ».

Etape n 5 : Obtention de la liste à contrôler L2 et vérification.

Les 40 exploitations à contrôler, réparties entre espèce comme calculé à l'étape précédente, sont choisies parmi une liste établie par analyse de risque (75 à 80% de 40, soit 30 à 32 exploitations) et sélection par tirage aléatoire (20 à 25%, soit 8 à 10 exploitations).

On vérifie :

⇒ Qu'aucune de ces 40 exploitations n'est sur la liste L1. Si tel était le cas, on remplace cette exploitation sélectionnée en doublon par une autre issue de l'analyse de risques.

⇒ Que cette sélection de 40 exploitations ne comporte pas plus de 25% d'exploitations ne bénéficiant d'aucune aide. Si tel est le cas, on remplace les exploitations « sans aides » excédentaires par des bénéficiaires d'aides choisis parmi ceux qui présentent les niveaux de risque les plus élevés selon la méthode décrite précédemment.

*A l'issue des étapes 3 à 5, on obtient une liste **L2** constituée des **40** exploitations qui présentent, hormis celles sélectionnées aléatoirement, les niveaux de risque les plus élevés pour les sous-domaines paquet hygiène relatif aux productions primaires animales, notification des maladies, lutte contre les EST, identification des porcins identification des bovins identification des ovins et caprins*

Toutes les exploitations de cette liste feront donc l'objet :

⇒ De contrôles conditionnalité sur les sous-domaines paquet hygiène relatif aux productions primaires animales, notification des maladies, lutte contre les EST, quelle que soit l'espèce ou les espèces animale(s) présente(s)

⇒ De contrôle d'identification, pour les porcins, ovins, caprins, bovins présents

⇒ De contrôle d'éligibilité, pour les élevages détenant des bovins et/ou ovins demandeurs d'aides.

Dans la mesure où les analyses de risque « identification, enregistrement » sont basées, pour partie, sur des considérations de police sanitaire et de santé publique, ou sur les résultats des contrôles effectués antérieurement sur la bonne tenue du registre d'élevage, on peut légitimement considérer qu'elles sont également pertinentes pour la sélection des contrôles des exigences du « Paquet hygiène » en matière de production primaire animale, et pour les notifications des maladies et la lutte contre les EST. Ces considérations expliquent l'absence d'analyses de risque spécifiques pour le contrôle de ces textes.



SELECTION DES EXPLOITATIONS A CONTROLER AU TITRE DE L'IDENTIFICATION OVINE ET CAPRINE. ARTICULATION AVEC L'ELIGIBILITE AUX PRIMES ANIMALES

Étape n6 : détermination du nombre d'exploitations à contrôler au titre de la conditionnalité / identification des ovins-caprins et au titre de l'éligibilité. Détermination du différentiel conditionnalité et éligibilité

- Taux : 3% des détenteurs d'ovins et caprins et 5% des animaux
- Méthode : analyse de risques et sélection aléatoire
- Limite : minimum 20% et maximum 25 % d'exploitations issues de la sélection aléatoire et 25% d'exploitations non demandeuses d'aides soumises à conditionnalité
- Assiette pour la constitution de l'échantillon : détenteurs d'animaux,

Attention : les taux de contrôle « identification/conditionnalité » et « éligibilité » n'étant pas identiques pour les ovins, la sélection se fera dans un premier temps par la DDSV puis sera reprise par la DDAF/DDEA.

- Taux de contrôle conditionnalité / IPG : 102 exploitations [**3% de 3 400 (x + z + m + p)**] détenteurs d'ovins et de caprins]. Par sécurité, on majore ce nombre de 10% : on sélectionne donc **112** exploitations.
- Dans cette étape, on considère que, pour l'exemple, 86 exploitations parmi ces 112 détiennent des ovins.
- Taux de contrôle éligibilité : 204 exploitations [11% de 1860 (c2+m1+p1)] détenteurs d'ovins bénéficiant d'aides animales soit **118** exploitations supplémentaires par rapport au taux IPG / Conditionnalité pour les exploitations ovines.

Il est nécessaire de vérifier le respect des textes réglementaires « identification ovine et caprine » pour un échantillon composé d'au minimum 102 exploitations. En sus, la DDAF/DDEA devra contrôler le respect des textes réglementaires « éligibilité aux primes animales » sur 118 exploitations ovines demandeuses de prime PB.

Étape n7 : sélection DDSV : sélection des exploitations ovins-caprins conditionnalité / identification par analyse de risques

75 % de ces 112 exploitations doivent être sélectionnées sur la base d'une analyse de risques, (soit **84** exploitations) et constituent le lot 1 (cf point 4.2 de la présente note).

13 de ces exploitations ont déjà été sélectionnées à l'étape 4, par analyse de risques.

Cependant, certaines exploitations de la liste L2 peuvent être des exploitations **multi-espèces** : ainsi, on peut imaginer que **3** exploitations bovines sélectionnées à l'étape 4 détiennent aussi des ovins/caprins. Ces exploitations, sélectionnées par analyse de risques, vont donc faire l'objet d'un contrôle d'identification, voire d'un contrôle d'éligibilité.

*La sélection complémentaire par **analyse de risques** doit donc concerner :
(84 – 13 – 3) = **68** élevages de petits ruminants.*

Étape n8 : sélection DDSV : sélection des exploitations ovins-caprins conditionnalité /identification par tirage aléatoire

25 % de ces 112 exploitations doivent être sélectionnées de façon aléatoire, (soit 28 exploitations) et constituent le lot 2 (cf point 4.2 de la présente note).

Le pas de tirage sera de 3400 (= nombre de détenteurs d'ovins caprins) / 28 soit 121. Après avoir tiré un premier producteur au hasard, vous sélectionnerez les 27 autres producteurs avec ce pas de tirage (si le premier producteur est le n37, le second sera le n158, le troisième sera le n279 etc...).

Une fois la sélection par les DDSV terminée, il est indispensable de vérifier si le nombre d'animaux présents dans les exploitations sélectionnées est bien supérieur ou égal à 5% de l'effectif total des ovins-caprins du département.

Pour cela, il est possible de réaliser une requête BO exploitation par exploitation (entrer par le numéro de l'exploitation (n EDE) puis cliquer sur l'onglet en bas à droite « recensement ov-cp ») ou d'utiliser l'extraction de la BDNI fourni par la DGAL (cf. paragraphe 7.4).

Ensuite, pour chaque exploitation, il est alors nécessaire d'additionner le nombre de reproducteurs présents au 1^{er} janvier de l'année (n+1) et le nombre d'agneaux nés au cours de l'année (n). En effet, ces chiffres seront considérés comme reflétant la moyenne d'activité de l'exploitation. Enfin, il convient d'additionner l'ensemble des recensements des exploitations sélectionnées.

Si le taux de 5% n'est pas atteint, il conviendra de substituer une exploitation à faible effectif avec une exploitation à effectif plus important située elle aussi dans la liste des exploitations ov-cp sélectionnées.

Si la différence est réellement importante et que de fait la substitution n'est pas possible, il conviendra de rajouter des exploitations à contrôler.

RECENSEMENT(S) OVINS/CAPRINS

Exploitation: FR38359088

| Recensement 2005 | | | | | | |
|-------------------|---|----------|-------------------------|-----------|---------------------|-----------------------|
| Espèce Filière | Catégorie | Effectif | Date de notification | Apporteur | Date de VSE | Statut des données |
| O Ovin VIAN | EFOVAN Nombre animaux ovins viande nés pendant année N | 142 | 02/03/2006 | 038IPG | 09/10/2006 13:41:37 | A origine VSE |
| O Ovin VIAN | REOVAN Eff. repro ovin viande age>6mois au 01janv année N+1 | 124 | 02/03/2006 | 038IPG | 09/10/2006 13:41:37 | A origine VSE |

Exploitation

Boucles bov posées

Boucles bov reprises perdues cassées

Repères ov/cap

Recensements ov/cap

Les étapes 7 et 8 conduisent à établir la liste L3 qui sera transmise à la DDAF/DDEA, afin qu'elle identifie dans cette liste les détenteurs d'ovins demandeurs de prime à la brebis.

Il est donc nécessaire, du fait du découplage de la prime à la chèvre, d'indiquer à la DDAF/DDEA dans la liste des exploitations ovines-caprines les exploitations ne détenant QUE des caprins.

Si, dans cette liste figurent des élevages de bovins, il faut aussi les introduire dans l'échantillon « identification des bovins » (paragraphe 5.4 ci-après)

Enfin, si nécessaire, la DDAF/DDEA complètera cette sélection pour atteindre le taux de contrôle de 10% (11% taux conseillé) des élevages ovins demandeurs de la Prime à la Brebis (cf. annexe 4 paragraphe 8.1).



SELECTION DE L'ECHANTILLON « IDENTIFICATION DES BOVINS ». ARTICULATION AVEC L'ELIGIBILITE AUX PRIMES ANIMALES

Étape n9 : détermination du nombre d'exploitations à contrôler au titre de la conditionnalité / identification bovine et au titre de l'éligibilité.

- Taux : 5% des détenteurs de bovins
- Méthode : analyse de risques et sélection aléatoire
- Limite : minimum 20% et maximum 25 % d'exploitations issues de la sélection aléatoire et 25% d'exploitations non demandeuses d'aides soumises à conditionnalité
- Assiette pour la constitution de l'échantillon : détenteurs d'animaux.

La sélection est réalisée conjointement par DDSV et DDAF/DDEA.

- Taux de contrôle conditionnalité / IPG : **255** exploitations [**5% de 5100 (B + C)** détenteurs de bovins]. Par sécurité, on majore ce nombre de 10% : on sélectionne donc **280** exploitations.
- Taux de contrôle éligibilité : **263** exploitations [7% de 3750 (b1 + c1)] détenteurs de bovins bénéficiant d'aides animales. Par sécurité, on majore ce nombre de 10% : on sélectionne donc **290** exploitations.

Il est nécessaire de prendre le nombre le plus important, soit, ici, le nombre d'exploitations à contrôler au titre de l'éligibilité (**290**).

Chacune de leur côté, la DDSV et la DDAF/DDEA doivent sélectionner un échantillon égal à la moitié de l'échantillon total IPG/ Conditionnalité calculé avec une marge de sécurité de 10%, soit $(290/2) = \mathbf{145 \text{ exploitations}}$. (cf. annexe 4 paragraphe 8.2)

Étape n10 : Sélection DDSV : sélection des exploitations bovines contrôlées au titre de la conditionnalité /identification/éligibilité par analyse de risques

75 % de ces 145 exploitations doivent être sélectionnées sur la base d'une analyse de risques, (soit **109 99** exploitations) et constituent le lot 1 (cf point 4.2 de la présente note).

35 de ces exploitations ont déjà été sélectionnées (15 à l'étape 1 et 20 à l'étape 4) par analyse de risques.

Certaines exploitations de la liste L2 peuvent être des exploitations multi-espèces : ainsi, on peut imaginer que **2** exploitations porcines sélectionnées à l'étape 4 par analyse de risques détiennent aussi des bovins.

*La sélection complémentaire par **analyse de risques** doit donc concerner :
 $(109 - 35 - 2) = \mathbf{72 \text{ élevages bovins}}$*

Étape n 11 : Sélection DDSV : sélection des exploitations bovines contrôlées au titre de la conditionnalité /identification/éligibilité par tirage aléatoire

25 % de ces 145 exploitations doivent être sélectionnées de façon aléatoire, (soit **36** exploitations) et constituent le lot 2 (cf point 4.2 de la présente note).

Le pas de tirage sera de 5100 (= nombre de détenteurs de bovins) / 36 soit 142. Après avoir tiré un premier producteur au hasard, vous sélectionnerez les 34 autres producteurs avec ce pas de tirage (si le premier producteur est le n5, le second sera le n147, le troisième sera le n289 etc...).

Les étapes 10 et 11 conduisent à l'élaboration de la liste L4, qui est transmise à la DDAF/DDEA pour comparaison avec sa propre sélection dans les exploitations demandeuses d'aides :

- ⇒ Les doublons sont supprimés ;
- ⇒ Après suppression des doublons, si le nombre d'exploitations à contrôler est insuffisant, une sélection complémentaire doit être réalisée afin d'atteindre le taux de contrôle de 5%.

ANNEXE 3. RECAPITULATIF DES MODALITES DE SELECTION DANS LE CADRE DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA CONDITIONNALITE DES AIDES / DE L'IDENTIFICATION ET DE L'ELIGIBILITE AUX PRIMES ANIMALES

Sélection DDSV sélection de l'échantillon « Autres mesures santé » (paragraphe 5.2) sous-échantillon « substances interdites »

- 1) Sélection des exploitations bovines
- 2) Sélection des exploitations porcines et volailles : obtention de la liste L1



Sélection DDSV : sélection du sous-échantillon « autres mesures santé » (paragraphe 5.3) pour les sous domaines « Identification des porcins, bovins, ovins et caprins, Paquet hygiène, notification des maladies, EST,»

- 3) détermination du nombre d'exploitations à contrôler en plus de celles sélectionnées au titre des substances interdites + liste des exploitations détenant des bovins, ovins, caprins et porcins
- 4) dénombrement du nombre d'exploitations bovines / ovines-caprines / porcines à contrôler et sélection par analyse de risques **et aléatoire.**
- 5) vérification si doublons (exploitations déjà sélectionnées au titre des substances interdites) ou nombre de non-demandeurs convenables (pas plus de 25%) = obtention de la liste L2



Sélection DDSV : Sélection des exploitations détenteurs d'ovins-caprins. contrôlées au titre de la conditionnalité / identification des ovins-caprins / éligibilité PB

- 6) détermination du nombre d'exploitations à contrôler au titre de la conditionnalité / identification ov-cp et au titre de l'éligibilité. Détermination du différentiel conditionnalité et éligibilité.
- 7) sélection des exploitations ovines-caprines conditionnalité /identification par analyse de risques (lot 1).
- 8) sélection des exploitations ovines-caprines conditionnalité /identification par tirage aléatoire (lot 2).

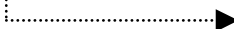


Sélection DDAF/DDEA. : Sélection des exploitations détenteurs d'ovins contrôlées uniquement au titre de l'éligibilité PB

Si le taux de contrôle éligibilité n'est pas atteint, tirage complémentaire par la DDAF/DDEA du différentiel d'exploitation dans la liste des exploitations demandeuses d'aides pour atteindre l'objectif de 10 % selon des critères propres (analyse de risques, tirage aléatoire). Si ces exploitations détiennent des bovins, elles sont sélectionnées également au titre de l'identification et des primes si des demandes de prime ont été déposées dans les 12 derniers mois.

Sélection des exploitations détenteurs de bovins. contrôlées au titre de la conditionnalité / identification bovine / éligibilité PMTVA et PAB

- 9) détermination du nombre d'exploitations à contrôler au titre de la conditionnalité / identification bovine et au titre de l'éligibilité. considération du nombre le plus important.
- 10) Sélection DDSV (lot 1) : sélection des exploitations bovines conditionnalité /identification/éligibilité par analyse de risques
- 11) Sélection DDSV (lot 2) : sélection des exploitations bovines conditionnalité /identification/éligibilité par tirage aléatoire



Sélection DDAF/DDEA : sélection de 50% des exploitations à contrôler, et déclenchement des contrôles

La DDAF/DDEA sélectionne selon des critères propres (analyse de risques, tirage aléatoire)
Suppression des doublons / si le taux de contrôle éligibilité n'est pas atteint, tirage complémentaire par la DDAF/DDEA du différentiel d'exploitation dans la liste des exploitations demandeuses d'aides pour atteindre l'objectif de 7 % Si ces exploitations détiennent des ovins, elles sont sélectionnées également au titre de l'identification et des primes si des demandes de prime ont été déposées dans les 12 derniers mois.

ANNEXE 4. FACTEURS DE RISQUES DEVANT ETRE UTILISES PAR LA DDSV POUR L'ANALYSE DE RISQUES POUR LE CHAMP « SANTE – PRODUCTIONS ANIMALES ».

.A FACTEURS DE RISQUES GENERAUX

De manière générale pour toutes les analyses de risques, il conviendra de prendre en compte :

- le nombre d'animaux dans l'exploitation et, notamment, les informations relatives à l'ensemble des animaux présents et des animaux identifiés dans l'exploitation ;
- les considérations de police sanitaire et de santé publique, notamment, l'existence de foyers d'infection antérieurs liés à de mauvaises pratiques ;
- les changements de situation substantiels par rapport aux années précédentes ;
- les résultats des contrôles effectués antérieurement et, notamment, la bonne tenue du registre et le contrôle de l'identification des animaux présents dans l'exploitation ;

exemples :

▪ Degré de gravité élevé :

- Exploitation infectée suite à de mauvaises pratiques ;
- Exploitation refusant de procéder aux opérations de prophylaxie ;
- Exploitation dans laquelle ont été constatées des anomalies lors de contrôles à destination (échanges intra-communautaires d'animaux vivants) ;
- Exploitation ne respectant pas les exigences sanitaires en matière de contrôle d'introduction ;
- Exploitation ayant effectué des ventes d'animaux malgré son statut d'exploitation déqualifiée ;
- Exploitation ayant fait l'objet d'un procès verbal, que ce soit pour des raisons sanitaires, ou d'identification ;
- Exploitation dans laquelle ont été constatées des anomalies graves lors de contrôle à destination des animaux en provenance d'Etats membres ou de pays tiers (absence de certificats sanitaires, absence d'identification des animaux introduits ou importés) ;
- Exploitation dans laquelle a été constatée, lors de contrôles antérieurs, la présence d'un taux important d'animaux non identifiés conformément à la réglementation ;
- Toute pratique à risque portée à votre connaissance.

▪ Degré de gravité moindre :

- Exploitation ayant eu des anomalies d'identification (peu d'animaux non identifiés conformément à la réglementation) ;
- Exploitation n'ayant pas fait l'objet de procès-verbal, mais dans laquelle des actions correctives ont dû être menées dans le cadre de l'identification **ou** de la santé **des animaux** ;
- Le non-respect d'autres réglementations (environnement notamment) peut être considéré comme un facteur aggravant.

.B FACTEURS DE RISQUES SPECIFIQUES AUX BOVINS

L'analyse de risques tiendra compte, notamment, des éléments définis au paragraphe 4 de l'article 2 du règlement (CE) n 1082/2003 du 23 juin 2003, à savoir :

- les résultats des contrôles effectués antérieurement et, notamment, la bonne tenue du registre des bovins, des DAUB, DAB ou passeports des animaux présents dans l'exploitation ;
- la communication régulière des données à l'autorité compétente, c'est-à-dire le respect des délais de notifications à l'organisme en charge de l'identification ;

Pour vous permettre de prendre en compte ce dernier critère, une extraction des délais de mise à disposition des mouvements en BDNI pour chaque exploitation de votre département est mise à votre disposition par la DGAL, sous la forme d'un fichier excel (envoi réalisé par messagerie électronique par Pascal Deriu - MSI- cellule BDNI).

.C FACTEURS DE RISQUES SPECIFIQUES AUX OVINS

L'analyse de risques peut tenir compte du nombre d'animaux présents sur l'exploitation (Article 3 (a) du règlement. 1505/2006 du 11 octobre 2006). Pour vous permettre de prendre en compte ce critère, une extraction des recensements pour chaque exploitation de votre département est mise à votre disposition par la DGAL, sous la forme d'un fichier excel (envoi réalisé par messagerie électronique par Pascal Deriu - MSI- cellule BDNI).

En 2009, il convient de tenir également compte, pour réaliser cette analyse de risques, du respect par les détenteurs de l'obligation de recensement annuel. La liste des exploitations n'ayant pas rempli cette obligation réglementaire vous est également fournie par la BDNI avant le début des contrôles. Ces exploitations doivent être inspectées en priorité.

ANNEXE 5. METHODE DE SELECTION PAR LES DDSV DES EXPLOITATIONS A CONTROLER AU TITRE DU DOMAINE « PROTECTION ANIMALE » ET FACTEURS DE RISQUE DEVANT ETRE UTILISES POUR L'ANALYSE DE RISQUES

En reprenant l'exemple du département fictif cité en annexe 2 :

| | | |
|------------|---|-------------|
| A = | Exploitations agricoles qui détiennent des animaux (toutes espèces confondues) dont : | 6000 |
| | <i>a = exploitations bénéficiant d'aides directes¹⁸ (animales et/ou végétales) et d'aide à la restructuration et à la reconversion des vignobles versée en 2008 au titre de la nouvelle OCM,</i> | <i>5800</i> |

Le nombre d'exploitations à contrôler est de $5800 \times 1\% = 58$ exploitations.

La sélection peut toutefois conduire à inspecter 25 % de détenteurs d'animaux qui ne sont pas bénéficiaires d'aides premier pilier, soit $0,25 \times 58 = 14,5$.

Ce chiffre est à arrondir à l'entier inférieur pour que le taux de 25 % ne soit pas dépassé.

58 exploitations sont à inspecter, dont :

- 44 exploitations qui doivent nécessairement bénéficier d'aides
- 14 exploitations qui peuvent éventuellement ne pas bénéficier d'aides

Il convient d'être particulièrement vigilant sur ce volant de 25 % qui **n'est qu'une possibilité** offerte par la Commission d'inspecter des exploitations non demandeuses d'aides lorsque des motifs précis permettent d'expliquer ce choix.

Il faudra donc systématiquement :

- conserver la trace des éléments de motivations (représentativité échantillon, effectif ne permettant pas de réaliser à la fois les objectifs d'inspection conditionnalité et hors conditionnalité,...),
- connaître le nombre d'éleveurs non demandeurs d'aide inspectés au titre de la conditionnalité.

En ce qui concerne les éléments d'analyse de risques, ils relèvent de l'action spécifique de la DGAL et peuvent être consultés dans les notes de service relatives aux inspections réalisées au titre de la protection animale en élevage.

Il est rappelé que pour la constitution de l'échantillon de contrôle, 20 à 25 % des exploitants doivent être sélectionnés de façon aléatoire pour favoriser la représentativité. L'échantillon est ainsi constitué à partir de deux lots différents. Enfin, il est nécessaire de respecter le « poids » que chaque type d'élevage représenté dans le département. Aussi il convient que la liste finalisée des exploitations sélectionnées soit le reflet de la structure agricole du département.

¹⁸ La prise en compte des seuls bénéficiaires d'aides 1er pilier dans l'exemple est fondée sur le fait que les bénéficiaires d'aides du second pilier sont, dans la plupart des départements également bénéficiaires d'aides du premier pilier. Sous réserve de confirmation du DDAF/DDEA, la seule liste des détenteurs d'animaux bénéficiaires d'aides 1^{er} pilier pourra être utilisée comme base à la sélection de la liste nominative des exploitants à contrôler.

ANNEXE 6 : SELECTION DES EXPLOITATIONS PAR LA DDAF/DDEA AU TITRE DE L'ELIGIBILITE AUX PRIMES OVINES ET BOVINES

SELECTION PAR LA DDAF/DDEA DES EXPLOITATIONS DETENTEURS D'OVINS CONTROLEES UNIQUEMENT AU TITRE DE L'ELIGIBILITE POUR LA PRIME A LA BREBIS

Si la sélection de la DDSV n'a pas pu être effectuée à la fin du mois de janvier, la DDAF/DDEA peut sélectionner une partie des exploitants à mettre en contrôle (par exemple, en sélection aléatoire sur 30% des demandes, voir § suivant). La DDAF/DDEA doit alors tenir la DDSV informée de ces sélections. En effet, il a été rappelé en 2006 et en 2008 par les auditeurs de la commission européenne qu'il est important que les contrôles soient étalés tout au long de la période de détention, ceci afin qu'aucun intervalle de temps n'apparaisse exempt de contrôles. Ceux-ci doivent donc commencer dès le début de la période de détention.

Par ailleurs, la DDAF/DDEA doit de son côté saisir le plus tôt possible les demandes de prime à la brebis pour pouvoir compléter l'échantillon de la DDSV. Cependant, étant donné le nombre important de demandes PB déposées à la fin de la période de dépôt (fin janvier), il est possible que tous les dossiers ne soient pas saisis pour le début de la période de détention. Dans ce cas, il est recommandé d'effectuer une première sélection **aléatoire** des demandes à mettre en contrôle sur 30% des dossiers réceptionnés.

Concernant les contrôles éligibilité, il est rappelé que le mode de sélection aléatoire doit concerner entre 20 et 25% des demandes sélectionnées pour un contrôle.

La DDAF/DDEA complètera la sélection des exploitations ovines transmise par la DDSV (cf point 5.3) afin d'atteindre, si besoin, le taux de 10% d'élevages ovins demandeurs d'aides soumis au contrôle d'éligibilité pour la prime à la brebis. Il est conseillé à la DDAF/DDEA de se baser sur une sélection de 11% des demandeurs à mettre en contrôle afin de s'assurer une marge de manœuvre en cas d'ajustements nécessaires en cours de campagne.

Si lors de sa sélection, la DDAF/DDEA met en contrôle un exploitant déjà sélectionné par la DDSV, le premier motif de sélection est conservé.

La DDAF/DDEA complètera la sélection de la manière suivante :

Sélection aléatoire

La sélection aléatoire doit atteindre **au minimum 20% et au maximum 25%** des demandeurs de prime à la brebis.

La méthode proposée est la suivante :

Déterminer le nombre de dossiers réceptionnés (N) dans le module d'instruction.

- Déterminer le nombre de dossier à sélectionner aléatoirement par la DDAF/DDEA ($0,25 \times 0,11 \times N$ – le nombre de dossier sélectionné aléatoirement par la DDSV)
- Déterminer le pas de tirage ($N /$ le nombre de dossier à sélectionner aléatoirement par la DDAF/DDEA)
- Editer la liste des demandeurs de prime 2009 à partir du module d'instruction.

- Tirer un premier producteur par hasard
- Sélectionner les dossiers à mettre en contrôle en appliquant le pas de tirage. Si vous tombez sur un exploitant déjà sélectionné par la DDSV, conservez le premier motif de sélection et déterminez au hasard un autre exploitant pour le remplacer.

Exemple : la DDAF/DDEA a réceptionné 1156 demandes. Elle doit donc contrôler au moins 127 exploitants. La DDSV en a sélectionné 45 dont 11 en sélection aléatoire (pour 25% de sélection aléatoire). La DDAF/DDEA doit donc compléter la sélection en déterminant 83 exploitations à mettre en contrôle dont 20 aléatoirement.

Elle aura donc à terme 127 exploitations sélectionnées (82+45) dont 31 (11+20) en sélection aléatoire.

⇒ Le pas de tirage est de $1156 / 20 = 57$.

Attention : si vous effectuez un premier tirage avant comme proposé au début de ce point 8 (sur au moins 30% des demandes), vous devrez impérativement effectuer un deuxième tirage pour faire porter la sélection aléatoire sur la totalité des demandes. Le calcul du pas de tirage devra être adapté en fonction du nombre de sélections complémentaires.

sélection par analyse de risques :

Il s'agit ensuite de sélectionner le nombre nécessaire d'exploitations par analyse de risques pour atteindre les 10% de demandeurs d'aide.

Pour cela, vous pouvez déterminer le nombre d'exploitants qu'il vous reste à sélectionner (11% des demandeurs – les sélections DDSV portant sur des demandeurs – votre sélection aléatoire complémentaire).

Les motifs de ces mises en contrôle sont divers, par exemple :

- Absence de contrôle récent
- Suspicion d'anomalie soulevée au contrôle administratif n'ayant pas été levée après justification de l'exploitant
- Contrôle précédent non satisfaisant
- Irrégularités commises intentionnellement en 2008 pour l'une des demandes d'aide.

Ces demandes doivent obligatoirement être sélectionnées, de même que celles des exploitants ayant refusé l'accès à leur exploitation en 2008.

L'analyse des résultats des contrôles par analyse de risques réalisés en 2008 permettra de déterminer la pertinence des motifs choisis.

Pour chaque demande sélectionnée par analyse de risques, vous explicitez dans le dossier papier et dans le module d'instruction le motif de la mise en contrôle. L'agent effectuant le contrôle sur place devra en avoir connaissance.

Attention : là aussi, si vous effectuez des mises en contrôles par l'analyse de risques avant la saisie de la totalité de demandes dans le module d'instruction, vous devez penser à refaire un tirage lorsque tous les dossiers auront été saisis afin qu'aucun dossier ne puisse être exclu du tirage.

Enfin, vous devez garder une trace écrite de votre sélection, c'est à dire les listes nominatives des demandes sélectionnées pour les trois sous-ensemble de motifs. Les agents chargés des contrôles doivent connaître les motifs de mise en contrôle.

Si vous devez annuler une sélection, vous garderez trace de la justification de votre décision.



SELECTION PAR LA DDAF/DDEA DE 50 % DES EXPLOITATIONS A CONTROLER AU TITRE DE L'ELIGIBILITE AUX PRIMES BOVINES/IDENTIFICATION BOVINE

Par exception à l'ordre de sélection indiqué dans la présente note, pour ce qui concerne le contrôle des primes bovines, si la sélection par la DDSV ne pouvait pas intervenir dans des délais qui permettent de procéder aux contrôles des **primes bovines 2008** dans les délais requis, les DDAF/DDEA pourront mettre en contrôle par tirage aléatoire, en se basant sur les procédures parues en 2008, le nombre d'exploitations nécessaires pour satisfaire aux exigences des taux de contrôles à réaliser au titre de la campagne 2008, sans toutefois dépasser 1 % du total des exploitations à contrôler en 2009. Si ces exploitations détiennent des ovins-caprins, elles seront également mises à contrôle au titre de l'éligibilité à la PB et de **l'identification des ovins caprins**.

Il faut, en effet, poursuivre les contrôles portant sur l'éligibilité aux demandes de primes déposées au titre de la campagne 2008 et notamment concernant les animaux déclarés dans une demande de prime à l'abattage, si les différents taux réglementaires n'ont pas été atteints dans le département. Rappel : les contrôles réalisés jusqu'au mois de juin 2009 seront comptabilisés au titre du taux de contrôle des animaux déclarés dans une demande de PAB.

Ces contrôles seront également réalisés au titre de l'identification et de la conditionnalité. Ils seront pris en compte pour le nombre de contrôles à réaliser au titre de l'éligibilité pour la campagne 2008 et pour l'identification et la conditionnalité 2009 (et le cas échéant, au titre de l'éligibilité 2009).

Au titre de l'éligibilité, doivent être contrôlés au titre de la **campagne 2009** :

- **5% des animaux demandés à la PAB ;**
- **5% des animaux demandés à la PMTVA en période de détention obligatoire ;**
- **5% des exploitations demandeuses d'aides bovines.**

Il est rappelé qu'il est nécessaire que les taux de contrôles soient atteints dans chacun des départements.

Il est recommandé d'avoir comme objectif de pilotage le plus grand nombre entre 5% des détenteurs de bovins et 7% des exploitations demandeuses d'aides, ceci afin de pouvoir atteindre les différents taux de contrôle. Toutefois, si le taux de pilotage de début de campagne ne vous permet pas d'atteindre l'ensemble des taux réglementaires, notamment pour les contrôles pendant la période de détention obligatoire, il vous est demandé de poursuivre votre campagne de contrôle jusqu'à ce que vous ayez atteint l'ensemble de ces exigences réglementaires.

La DDAF/DDEA sélectionne à partir de critères propres (analyse de risques, tirage aléatoire) une liste d'exploitations à contrôler au titre de l'éligibilité aux primes bovines.

Cette liste, complétée par la sélection de la DDSV permettra de contrôler un nombre d'exploitations suffisant pour atteindre l'ensemble des objectifs réglementaires.

Sélection des exploitations

Sélection aléatoire

La méthode de sélection aléatoire de 20 à 25 % des exploitations devant être contrôlées doit être décrite dans le manuel de procédures départemental. La méthode proposée est la suivante : vous éditez en début d'année civile la liste des exploitations ayant déposé au moins une demande de prime bovine en 2008. Vous sélectionnez, par tirage au sort, 50% des 20 à 25 % d'exploitations à sélectionner par tirage aléatoire parmi cette liste, l'autre moitié étant sélectionnée par la DDSV.

La DDAF/DDEA devra sélectionner au titre de l'identification/éligibilité 164 exploitations, donc 41 producteurs par contrôle aléatoire. Le pas de tirage sera de 4250/41 soit 104. Après avoir tiré un premier producteur au hasard, les 40 autres producteurs seront sélectionnés avec ce pas de tirage (si le premier producteur est le N 37, le second sera le N141, le troisième sera le N245 , etc.). Si le producteur sélectionné a changé de forme juridique entre les deux campagnes, on le conservera dans la sélection. S'il s'avère qu'un des producteurs sélectionné ne dépose pas de demandes de primes bovines en 2009, on ne le remplacera pas pour autant que le taux d'exploitations contrôlées suite à tirage aléatoire reste au total compris entre les 20 et 25 % des contrôles effectués, tel que prévu par la réglementation. Dans le cas contraire il pourra être effectué un tirage complémentaire en prenant l'exploitation qui suit celle qui a cessé ses activités agricoles et qui avait été tirée sur la liste.

Analyse de risques

La mise en contrôle par analyse de risques d'une demande peut être motivée par :

- des alertes lors des rapprochements avec les fichiers IPG qui n'auraient pas été expliquées lors du contrôle administratif ;
- une suspicion d'anomalie soulevée en contrôle administratif qui n'aurait pu être levée en interrogeant l'éleveur par écrit. C'est le cas par exemple pour les alertes positionnées par le module d'instruction dans le cadre du contrôle du caractère allaitant des troupeaux engagés en PMTVA.
- l'existence de fausse(s) déclaration(s) pour n'importe lequel des régimes d'aides du SIGC au titre de la campagne antérieure. Ces éleveurs seront obligatoirement sélectionnés, de même que ceux ayant refusé l'accès à leur exploitation pour contrôle en 2008 ;
- des infractions relatives à l'identification et à l'enregistrement des bovins relevées lors d'un précédent contrôle ayant eu lieu au cours des 24 derniers mois ; des doutes sur la qualité des notifications faites par l'éleveur ;
- la connaissance de toute pratique à risque ;
- l'absence d'un contrôle récent.

Dans tous les cas, la trace du motif pour lequel l'exploitation a été mise en contrôle orienté doit être conservée (choix d'un motif de sélection, zone de commentaires) ou dans le dossier du producteur.

La mise en contrôle de toutes les demandes déposées au cours des 12 mois précédant la date du contrôle sur place, quel que soit le régime (PMTVA et PAB), revêt un caractère obligatoire (règlement communautaire SIGC).

Enfin, vous devez garder une trace écrite de votre sélection, c'est à dire les listes nominatives des demandes sélectionnées pour les trois sous-ensemble de motifs. Les agents chargés des contrôles doivent connaître les motifs de mise en contrôle.

Si vous devez annuler une sélection, vous garderez trace de la justification de votre décision.